SOSLH 279/8

6201

(1939-45)

Loi de Finances

Exercice 1938

Loi du 31.12.37 (J.O. 1. 1.38)

Exercice 1939

Loi du 31.12.38 (J.O. 1. 1.39)

Exercice 1940

Loi du 31.12.39 (J.O. 1. 1.40)

Exercice 1941

Loi du 28.12.40 (J.O. 1. 1.41)

Loi du 29.3. 41 (J.O. 1. 4.41)

Loi du 26. 6.41 (J.O. 1. 7.41)

Exercice 1942

Loi du 31.12.41 (J.O. 1. 1.42)

Loi du 5. 8.42 (J.O.23. 8.42)

Exercice 1943

Loi 31.12.42 (J.O. 1.1.43)

Exercice 1944

Loi 31.12.43 (J.O. 1.1.44)

Exercice 1945

Ordonnance 31. 3.45 (J.O. 1. 4.45)

Loi de Finances
Exercice 1938 - Exercice 1939 - Exercice 1940 - Exercice 1941

Extrait du Journal Officiel
Ordonnances et décrets
des 1/2/3 avril 1945 (p.1770)

Ordonnance du 31 mars 1945 portant fixation du budget des
services civils pour l'exercice 1945

**Ordonnance n° 45-524 du 31 mars 1945 por-
tant fixation du budget des services
civils pour l'exercice 1945.**

Le Gouvernement provisoire de la Ré-
publique française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant
institution du Comité français de la libé-
ration nationale, ensemble les ordonnan-
ces des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant
rétablissement de la légalité républicaine
sur le territoire continental;

Vu l'ordonnance du 11 octobre 1944 mo-
difiant la composition, le fonctionnement
et les attributions de l'Assemblée consul-
tative provisoire instituée par l'ordon-
nance du 17 septembre 1943 et, notam-
ment, son article 19;

Vu l'ordonnance du 30 décembre 1944
portant fixation des crédits applicables aux
dépenses du budget des services civils
pour les trois premiers mois de l'exer-
cice 1945;

Vu l'avis de l'Assemblée consultative
provisoire;

Le comité juridique entendu,

Ordonne :

TITRE I^{er}

Budget des services civils.

§ 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 1^{er}. — Il est ouvert aux ministres,
pour les dépenses du budget des services
civils de l'exercice 1945, des crédits s'éle-

vant à la somme totale de 213.967.568.000 francs, conformément au détail ci-après :

Affaires étrangères.....	1.277.584.000
Agriculture	7.066.359.000
Assemblée consultative provisoire	78.534.000
Colonies	593.122.000
Economie nationale.....	1.415.944.000
Education nationale.....	18.037.583.000
Finances	88.940.238.000
Information	586.292.000
Intérieur	15.079.820.000
Justice	1.432.492.000
Ministère d'Etat	2.169.000
Ministre délégué en Afrique du Nord.....	8.111.000
Missions françaises aux Etats-Unis (services civils)	219.368.000
Missions françaises en Grande-Bretagne (services civils)	205.860.000
Présidence du Gouvernement provisoire.....	1.068.206.000
Prisonniers, déportés et réfugiés	20.799.398.000
Production industrielle..	5.638.673.000
Ravitaillement	2.171.446.000
Reconstruction et urbanisme	7.412.559.000
Santé publique	20.641.436.000
Travail et sécurité sociale	11.255.283.000
Travaux publics et transports	10.017.691.000
Total égal	213.967.568.000

Ces crédits, qui sont applicables aux dépenses de l'exercice 1945, sont répartis, par service et par chapitre, conformément à l'état A annexé à la présente ordonnance.

Sont annulés les crédits ouverts par l'ordonnance du 30 décembre 1944 portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget des services civils pour les trois premiers mois de l'exercice 1945.

Les dépenses faites à la date du 31 mars 1945 sur les dotations dont l'annulation est prononcée par la présente ordonnance seront réimputées, à due concurrence, sur les crédits ouverts par le présent article.

§ 2. — Impôts et revenus autorisés.

Art. 2. — L'article 7 (§ 3), 5^e du code général des impôts directs est modifié comme suit :

« 5^e Les provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables, à condition qu'elles aient été effectivement constatées dans les écritures de l'exercice et figurent au relevé des provisions prévu à l'article 17 ci-après.

(Le reste sans changement.) »

Ces dispositions sont applicables aux exercices clos postérieurement au 1^{er} septembre 1939.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après, les provisions constituées conformément à l'article 7, paragraphe 3, 5^e, du code général des impôts directs, en vue de faire face soit à des

pertes ou à des charges exceptionnelles dues à la guerre, soit à des dépenses différées en raison de l'état de guerre et qui deviendront sans objet ou seront détournées de leur objet après la fin de la dernière période d'application du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices seront, nonobstant l'expiration du délai de répétition, rapportées aux bénéfices de cette période en vue de la liquidation dudit prélèvement, conformément à l'article 16 de l'acte provisoirement applicable dit « loi du 31 janvier 1944 portant réforme fiscale ».

Il en sera de même des plus-values qui, réalisées depuis le 1^{er} septembre 1939 et exonérées en vertu de l'article 7 bis du code général des impôts directs, n'auront pas donné lieu dans le délai légal au rempli prévu par ledit article.

En ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ces provisions et plus-values seront rattachées aux bénéfices de l'exercice en cours à la date de la cessation des hostilités.

Art. 4. — Dans la mesure où elles auront eu pour effet de réduire le montant des profits soumis à la confiscation instituée par l'ordonnance du 18 octobre 1944, les provisions visées à l'article ci-dessus qui deviendront sans objet ou seront détournées de leur objet postérieurement à la date de la cessation des hostilités ou à la date de la citation devant le comité de confiscation si cette date est antérieure, de même que, dans les mêmes conditions, les plus-values définies audit article pour lesquelles il n'aura pas été satisfait à l'obligation de rempli dans le délai légal, seront rattachées aux profits illicites et confisqués dans les conditions prévues par ladite ordonnance.

Le montant des provisions et des plus-values confisquées pourra être majoré de l'amende visée à l'article 3 de l'ordonnance du 18 octobre 1944.

Art. 5. — Pour l'application des dispositions qui précèdent, seront notamment réputés sans objet les provisions constituées pour faire face à des pertes qui auront été ultérieurement couvertes par des indemnités ainsi que celles dont il n'aura pas été fait emploi avant la fin de la cinquième année suivant celle de la cessation des hostilités.

Art. 6. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit « loi du 7 août 1944 relative au régime fiscal des provisions constituées en raison de l'état de guerre ».

Art. 7. — Le premier alinéa de l'article 4 de l'acte provisoirement applicable dit « décret du 30 janvier 1941 relatif aux provisions pour renouvellement des stocks » est modifié comme suit :

« A la clôture de chaque exercice, le montant total de la provision pour renouvellement du stock est limité au produit obtenu en multipliant l'évaluation du stock de départ, effectuée conformément aux prescriptions de l'article 2 ci-dessus, par des coefficients de hausse calculés d'après les indices fixés chaque année par arrêté

du ministre des finances, après avis du comité central des prix ».

Le dernier alinéa du même article est abrogé.

Les dispositions du présent article ont effet à partir du 1^{er} janvier 1945 pour la fixation des indices afférents aux exercices clos en 1944.

Art. 8. — Il est ajouté à l'article 348 bis du code général des impôts directs un second alinéa ainsi conçu :

« Il est également perçu, au profit du fonds national de solidarité agricole, une imposition additionnelle à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, égale aux trois quarts de la cotisation perçue par l'Etat ».

Art. 9. — Les règles prévues par les articles 8 et 9 de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 sont étendues aux fonctionnaires des départements, des communes et établissements publics, aux personnels de la Société nationale des chemins de fer français, des entreprises concédées ou des entreprises titulaires de privilèges ou de monopoles concédés par l'Etat, les départements et les communes, aux personnels des sociétés d'économie mixte et de tous établissements et organismes contrôlés par l'Etat si les intéressés sont appelés à bénéficier d'une majoration de leur traitement ou rémunération faisant suite à celle accordée aux fonctionnaires de l'Etat par l'ordonnance susvisée du 6 janvier 1945 et ayant pour effet de porter ce traitement ou cette rémunération à un chiffre brut annuel dépassant 100.000 fr.

Les conditions et dates d'application du présent article seront déterminées par des arrêtés du ministre des finances.

Art. 10. — Le paragraphe 2 de l'article 60 du code général des impôts directs est complété par un alinéa ainsi conçu :

« Les traitements, indemnités et émoluments payés par l'Etat à des fonctionnaires ou agents civils ou militaires exerçant leurs fonctions hors de France sont imposables lorsqu'ils sont exemptés d'impôt dans le pays où les bénéficiaires exercent leur activité. »

Cette disposition est applicable à partir du 1^{er} janvier 1945.

Art. 11. — Les articles 105 et 114 bis du code général des impôts directs sont respectivement complétés comme suit :

« Art. 105. — L'impôt général sur le revenu est applicable, même à défaut de résidence habituelle en France, aux fonctionnaires ou agents de l'Etat exerçant leurs fonctions ou chargés de mission dans un pays étranger s'ils sont exonérés dans ce pays de l'impôt personnel sur l'ensemble des revenus ».

« Art. 114 bis. — Les fonctionnaires ou agents de l'Etat exerçant leurs fonctions ou chargés de mission dans un pays étranger et exonérés dans ce pays de l'impôt personnel sur l'ensemble des revenus sont imposables d'après les mêmes règles que les contribuables domiciliés en France. Toutefois, s'ils n'ont pas de résidence en France, leur imposition est établie au siège du service qui les administre. »

Art. 12. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 40 de l'acte provisoirement applicable

dit loi du 31 janvier 1944 portant réforme fiscale est abrogé.

L'article 156 *quater* du code général des impôts directs est rétabli dans sa teneur à la date du 31 décembre 1943.

Les déclarations qui auraient dû être souscrites en vertu dudit article depuis le 1^{er} janvier 1944 devront être fournies dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente ordonnance.

Art. 13. — Les tarifs de 48 fr., 32 fr., 24 fr., 16 fr., 12 fr. et 8 fr. édictés par le code du timbre sous les articles 49 et suivants du titre II et sous les articles 184 et suivants du titre VII sont respectivement portés à 60 fr., 40 fr., 30 fr., 20 fr., 15 fr. et 10 fr.

Les nouveaux tarifs édictés à l'alinéa précédent entreront en vigueur à une date qui sera fixée par un arrêté du ministre des finances.

Art. 14. — Est expressément constatée la nullité des articles 27 à 32 de l'acte provisoirement applicable dit loi du 31 janvier 1944 portant réforme fiscale.

Art. 15. — Il est ajouté à l'article 106 du code des valeurs mobilières un paragraphe 14 *bis* ainsi conçu :

« 14 *bis*. — Les titres d'obligations cotées en bourse que les départements, les communes, syndicats de communes et établissements publics ont émis postérieurement au 1^{er} avril 1945.

Toutefois, ces exemptions ne sont pas applicables aux émissions destinées à assurer le remboursement anticipé d'emprunts non exonérés jusqu'à l'échéance normale de ces emprunts, ainsi qu'aux titres afférents à des emprunts contractés par des organismes entrant dans les prévisions de l'article 1^{er} de l'acte dit arrêté du 31 janvier 1942 pris en exécution de l'article 4 de l'acte dit loi du 28 juin 1944 ou pour le compte de ces organismes. »

Art. 16. — Le n° 4 du paragraphe 2 de l'article 55 du code du timbre est abrogé.

Le paragraphe 3 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions du paragraphe 1^{er}, n° 10, ne s'appliquent pas aux organismes entrant dans les prévisions de l'article 1^{er} de l'acte dit arrêté du 31 janvier 1942 pris pour l'application de l'article 4 de l'acte dit loi du 28 juin 1944. »

Art. 17. — Il est ajouté au code fiscal des valeurs mobilières un article 11 *bis* ainsi conçu :

« Art. 11 *bis*. — Lorsqu'une société procède à une augmentation de capital par voie de majoration de la valeur nominale de ses titres anciens, l'exigibilité du droit de timbre afférent à cette augmentation n'est pas subordonnée à l'apposition sur les titres d'une estampille constatant leur nouvelle valeur nominale ; le droit est dû par le seul fait de la réalisation définitive de l'augmentation. Il est acquitté dans les vingt jours de l'opération, à moins que la société n'use de la faculté prévue à l'article 6. »

La disposition qui précède s'applique, à compter du 1^{er} janvier 1945 ou de la date de leur réalisation, si elle est postérieure, aux augmentations de capital antérieures à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

En ce qui les concerne, la situation sera régularisée, s'il y a lieu, avant le 20 juillet 1945. Les droits déjà perçus sur les titres non estampillés ne seront pas restitués.

Art. 18. — Le numéro 3^o de l'article 260 du code de l'enregistrement est modifié comme il suit :

« 3^o Inscrire sur un registre ou carnet établi sur papier non timbré, avec indication de la date et de l'heure auxquelles elle se présente, les nom, adresse et qualité de toute personne qui veut procéder à l'ouverture d'un coffre-fort et exiger que cette personne appose sa signature sur ledit registre ou carnet après avoir certifié, sous les sanctions prévues par l'article 214... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 19. — Les dispositions de l'article 413 du code de l'enregistrement sont complétées ou modifiées ainsi qu'il suit :

« § 1^{er}. — Sont exemptes de l'impôt de mutation par décès, les successions :

« 4^o Des personnes décedées en captivité ou des conséquences immédiates et directes de leur captivité dans le délai prévu au n° 2 qui précède, après avoir été internées pour faits de résistance.

« 5^o Des personnes décedées au cours de leur déportation ou des conséquences immédiates et directes de leur déportation, dans le délai prévu au n° 3 qui précède.

« § 3. —

« 2^o Dans les cas visés par les n°s 3, 4 et 5 du paragraphe 1^{er}... (le reste sans changement) ».

Un arrêté du ministre des finances fixera la date à partir de laquelle les dispositions qui précèdent porteront leurs effets.

Art. 20. — Les articles 195 et 255 à 258 *bis* du code des douanes sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après, insérées au titre V de ce code :

CHAPITRE 1^{er}. — Admissions en franchise.

« Art. 255. — 1. — Par dérogation à l'article 2 ci-dessus, le ministre des finances peut autoriser l'admission en franchise des droits et taxes :

« a) des marchandises françaises ou nationalisées par le paiement des droits, en retour de l'étranger, des colonies, pays de protectorat, possessions françaises ou territoires sous mandat français ;

« b) des envois destinés aux ambassadeurs, aux services diplomatiques et consulaires et aux membres étrangers de certains organismes internationaux officiels siégeant en France ;

« c) des envois destinés à la Croix-Rouge française et aux œuvres de solidarité de caractère national ;

« d) des envois exceptionnels dépourvus de tout caractère commercial.

« 2. — Les conditions d'application du présent article ainsi que la liste des organismes internationaux officiels et des œuvres de solidarité visés au § 1^{er} (b et c) ci-dessus sont fixées par des arrêtés signés du ministre des finances, du ministre des affaires étrangères et du ministre de la pro-

duction industrielle. Ces arrêtés peuvent subordonner l'admission en franchise à la condition de réciprocité de la part des pays étrangers et décider que les objets ayant bénéficié de la franchise ne peuvent plus être cédés, à titre onéreux ou gratuit, ou affectés à d'autres destinations, pendant un délai déterminé. »

« Art. 256. — Les fausses déclarations tendant à obtenir indûment le bénéfice de la franchise prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 255 et les infractions aux arrêtés pris pour l'application de cet article sont réprimées comme en matière de fausses déclarations de destinataire, conformément à l'article 635 ci-après, sans préjudice des autres peines édictées par le présent code. »

CHAPITRE II. — Importations temporaires.

« Art. 257. — 1. — Les objets de toute nature appartenant à des personnes qui viennent séjourner momentanément en France peuvent être importés temporairement, à charge de réexpédition à l'identique dans un délai d'un an.

« 2. — Les titres d'importation temporaire doivent être représentés à toute réquisition des agents des douanes ou de la force publique.

« 3. — Les conditions d'application des dispositions du présent article sont fixées par des arrêtés du ministre des finances. »

« Art. 258. — 1. — Toute substitution, tout abus et en général toute infraction aux dispositions de l'article 257 et des arrêtés pris pour son application seront punis, s'ils ne sont pas réprimés plus sévèrement par une autre disposition du présent code, d'une amende égale au sextuple des droits et taxes frappant les objets importés s'ils ne sont pas prohibés, ou au sextuple de leur valeur s'ils sont prohibés.

« 2. — Sans préjudice des mesures relatives au contrôle des importations et des changes, la régularisation des titres d'importation temporaire concernant des objets admis temporairement et non réexportés pourra être autorisée, à titre exceptionnel, moyennant le paiement, en sus des droits et taxes afférents à ces objets, d'un intérêt de retard au taux légal à partir de la prise en charge du titre d'importation temporaire. Lorsque le montant des droits et taxes aura été consigné au bureau des douanes d'entrée, il n'y aura pas lieu à perception de l'intérêt de retard. »

Art. 21. — Dans l'ensemble du territoire — y compris la Corse — le tarif du droit de consommation sur l'alcool est porté à 10.000 francs par hectolitre d'alcool pur.

Art. 22. — Tous commerçants ou dépositaires détenant des alcools passibles du droit de consommation devront, dans les cinq jours qui suivront la publication de la présente ordonnance, déclarer à la recette-buraliste des contributions indirectes les quantités en leur possession à la date de ladite publication. Les quantités se trouvant en cours de transport à la même date devront être déclarées dans les mêmes conditions et délais, au fur et à mesure de leur arrivée à destination.

Les quantités déclarées seront reprises par voie d'inventaire et soumises au com-

Toutefois, si les circonstances l'exigent, des décrets contresignés par le secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances pourront remettre en vigueur les dispositions des lois des 4 juillet 1931 sur les encouragements à la culture du lin, et 2 mars et 20 avril 1932 sur les encouragements à la culture du chanvre.

Art. 89. — Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937, pour la couverture des charges d'emprunts non incorporées dans l'équilibre financier de l'exercice 1942 de cette société, est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4 milliards de francs.

Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

Art. 90. — Pour l'application de l'article 2 (§ 3) de la loi du 28 avril 1920, qui a modifié temporairement les articles 14, 17, 26 et 27 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local, le taux pour la transformation en annuités de la part supplémentaire de subvention donnée par le département ou la commune est maintenu, pour l'année 1943, à 5 p. 100.

Art. 91. — Le montant total des subventions annuelles que le secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications peut s'engager, pendant l'année 1943, à allouer aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local, en vertu des lois des 31 juillet 1913, 28 avril 1920 et 13 août 1920, ne devra pas excéder la somme de 200.000 fr.

Art. 92. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement, dont l'exécution pourra être autorisée en 1943 sur les lignes d'intérêt général secondaires concédées à la compagnie de chemins de fer départementaux et à la société générale des chemins de fer économiques, est fixé au maximum, y compris le matériel roulant, à la somme de 6.200.000 fr.

Art. 93. — Sont supprimés, avec effet du 31 décembre 1937 :

1° Le fonds de réserve d'exploitation de l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat créé par l'article 44 (§ 7) de la loi du 13 juillet 1911;

2° Le fonds d'assurances contre l'incendie de l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat, reconstitué par l'article 44 (§ 6) de la loi du 13 juillet 1911;

3° Le fonds d'assurances maritimes de l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat, institué par l'article 44 (§ 6) de la loi du 13 juillet 1911;

4° Le fonds de roulement des approvisionnements de l'ancien réseau des chemins de fer de l'Etat, institué par les lois des 21 avril 1882 et 13 juillet 1911.

Les opérations comptables destinées à régulariser la suppression des fonds ci-dessus visés seront fixées par arrêté du secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications, après avis de la commission de vérification de comptes des chemins de fer.

Art. 94. — Il est interdit aux secrétaires d'Etat de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les

articles 1^{er} et 43, qui ne résulteraient pas de l'application des lois antérieures ou de dispositions de la présente loi.

Les secrétaires d'Etat ordonnateurs et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus.

Art. 95. — Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Seront également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans l'autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts et taxes publiques ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ceux qui auront bénéficié de ces faveurs seront poursuivis comme complices.

Art. 96. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

LOI n° 1115 du 31 décembre 1942 complétant la loi du 8 avril 1942.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — La loi du 8 avril 1942, modifiant l'article 13 de la loi du 1^{er} juillet 1901, est complétée par les dispositions suivantes, qui constitueront l'article 1^{er} bis :

« Art. 1^{er} bis. — Lors de la reconnaissance légale d'une congrégation religieuse, les biens ou droits immobiliers de toute nature acquis antérieurement à la promulgation de la présente loi pour le compte de l'établissement principal ou de ses établissements particuliers pourront être incorporés dans le patrimoine de chacun d'eux à la condition qu'ils soient nécessaires à l'accomplissement du but que se propose la congrégation.

« Le décret conférant la reconnaissance légale doit contenir la désignation précise de ces biens ou droits et mentionner expressément qu'ils remplissent cette condition.

« L'incorporation est constatée par des actes dressés dans les formes du droit commun qui doivent être soumis aux for-

malités de l'enregistrement et de la transcription, mais qui seront affranchis de toute perception au profit du Trésor si ces formalités interviennent avant l'expiration de la deuxième année à compter de la date de cessation des hostilités ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

LOI n° 1118 du 31 décembre 1942 portant attribution d'une subvention exceptionnelle à certains établissements d'enseignement supérieur privé.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu l'avis du comité budgétaire;
Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Il est ouvert au chef du Gouvernement, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1941 et par des lois spéciales, un crédit extraordinaire de 15 millions de francs applicable à un chapitre nouveau du budget de ses services portant le n° 49 quater et intitulé : « Subvention exceptionnelle à des établissements d'enseignement supérieur privé ».

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, pour les dépenses de l'exercice 1942, une somme de 15 millions de francs est définitivement annulée au titre du chapitre 59 du budget de l'intérieur : « Participation de l'Etat aux charges d'intérêt général des collectivités locales ».

Art. 3. — Un arrêté interministériel fixera la liste des établissements bénéficiaires et répartira entre eux la subvention.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,
ABEL BONNARD.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL
du 23 août 1942

LOI n° 762 du 5 août 1942 portant
ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1942

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu l'avis du comité budgétaire ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Article 1^{er}. - Il est ouvert aux secrétaires d'Etat, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1942, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1941 et par des textes spéciaux, des crédits s'élevant à la somme totale de 1.860.211.050 francs et répartis par service et par chapitre conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Article 2. - Sur les crédits ouverts au secrétaire d'Etat à l'information au titre du budget ordinaire de l'exercice 1942, par la loi de finances du 31 décembre 1941 et par des textes spéciaux, une somme de 3 millions de francs est définitivement annulée au titre des chapitres ci-après du budget de l'information:

	francs

Chap. 3 - Services extérieurs - Traitements et salaires	800.000
Chap. 6 - Indemnités de repliement et de séparation	400.000
Chap.15 - Subvention à divers organismes	1.800.000

Total égal	3.000.000

Article 3. - Les évaluations de recettes du budget annexe de la radiodiffusion nationale pour l'exercice 1942 sont augmentées d'une somme de 143.250 fr applicable au chapitre 1er : "Subvention du budget général".

Article 4. - Il est ouvert au Secrétaire d'Etat à l'information, au titre du budget annexe de la radiodiffusion nationale, en addition aux crédits alloués par la loi de finances

....

du 31 décembre 1941 et par des textes spéciaux, un crédit de 143.250 fr, applicable au chapitre 6 : "Personnel de collaboration - Emoluments" du budget annexe de la radiodiffusion nationale pour l'exercice 1942.

Article 5.- Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 5 août 1942.

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le Ministre secrétaire d'Etat
aux Finances,

Pierre CATHALA.

ETAT .-. Tableau par services et par chapitre des crédits ouverts au titre du budget ordinaire de l'exercice 1942

Chapitres	S E R V I C E S	Montant des crédits ouverts	Chapitres	S E R V I C E S	Montant des crédits ouverts
		francs			francs
	INFORMATION			EDUCATION NATIONALE	
	4ème partie.- Personnel			1.- Service de l'Instruction Publique	
1er	Administration centrale.- Traitements et salaires	1.576.900	11	4ème partie.- Personnel	
2	Administration centrale.- Indemnités et allocations diverses.- Collaborations extérieures.....	50.000	18	Université de Paris.- Traitements...	37.300
3	Services extérieurs.- Traitements et salaires.....	386.500		Ecole pratique des hautes études.- Ecole nationale des langues orientales vivantes.- Ecole nationale des chartes.- Traitements.....	6.800
	5ème partie.- Matériel et fonctionnement des services			Total pour l'éducation nationale	44.100
7	Administration centrale.- Matériel...	1.000.000			
11	Frais de fonctionnement des services de propagande.....	1.800.000	1er	JEUNESSE	
	Total pour l'information.....	4.813.400		4ème partie.- Personnel	
	FINANCES			Inspections et services régionaux.- Traitements et salaires.....	67.200
	4ème partie.- Personnel				
163bis	Rajustement de certaines indemnités accessoires (fonctionnaires de l'Etat en activité ou en retraite).....	1.850.000.000	3	COLONIES	
	8ème partie.- Subventions			I.- Dépenses civiles et pénitentiaires	
217	Subvention au budget annexe de la radiodiffusion nationale.....	143.250	4	4ème partie.- Personnel	
	Total pour les finances.....	1.850.143.250		Traitements du Secrétaire d'Etat et du personnel des services civils de l'Administration centrale.....	2.399.300
	AFFAIRES ETRANGERES			Personnel de l'administration centrale.- Indemnités et allocations diverses.....	275.000
	6ème partie.- Travaux			Total pour les colonies.....	2.674.300
21bis	Achat, aménagement et aménagement d'immeubles diplomatiques et consulaires.....	1.473.200			
	MARINE			RECAPITULATION	
	I.- Marine marchande			Information.....	4.813.400
	4ème partie.- Personnel			Finances.....	1.850.143.250
54	Traitements des divers personnels en service à l'administration centrale de la marine marchande.....	784.800		Affaires Etrangères.....	1.473.200
68	Indemnités de rapatriement et de séparation.....	210.800		Marine.....	995.600
	Total pour la marine.....	995.600		Education Nationale.....	44.100
				Jeunesse	67.200
				Colonies.....	2.574.100
				Total pour l'état annexe.....	1.860.211.050

Extraits de la loi du 31 décembre 1941
portant fixation du budget de l'exercice 1942
(Journal Officiel du 1^{er} janvier 1942)

I.- Rapport au Maréchal de France
Chef de l'Etat Français.

Nous extrayons de ce rapport le passage suivant :

"Enfin, soucieux d'éviter les erreurs qui ont suivi la guerre de 1914-1918 où, pendant de longues années, on a systématiquement ajourné le rajustement des tarifs des services industriels, nous vous proposons de majorer les principales taxes postales et téléphoniques. Un rajustement des tarifs, assez important pour n'avoir pas à être renouvelé d'ici longtemps, permet de réintégrer au compte d'exploitation des dépenses qui n'auraient jamais dû en être distraites et de limiter le déséquilibre de ce compte à un découvert que justifient les circonstances".

II.- Loi de Finances.

A.- Dispositions fiscales.

Article 15 - (contribution nationale extraordinaire)

"Article 15 - L'article 136 septies du code général des impôts directs est ainsi modifié :

"Le taux de la contribution nationale sur les revenus professionnels est fixé à 5 %.

"Toutefois, en ce qui touche les traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ainsi que les bénéfices des artisans et assimilés visés à l'article 23 ci-dessus, ladite contribution est calculée, lorsque le montant du revenu imposable ne dépasse pas de plus de 5.000 fr. la limite d'exonération correspondant à la situation de famille du contribuable, en appliquant à ce revenu un taux variant de 0,10 % à 5 % suivant le montant dudit revenu, d'après une progression de 0,10 par tranche de 100 fr excédant la limite d'exonération.

"Les barèmes de retenues à exercer en cas de perception à la source sont déterminés par le décret prévu à l'article 73ter".

Article 17 - (modalités de paiement de la patente).

"Article 17 - Jusqu'au 31 décembre de l'année de la cessation des hostilités, la contribution des patentes continuera à n'être due que par trimestre dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 13 janvier 1941".

Article 18 - (modalités de paiement des impôts directs).

"Article 18 - Il est ajouté au code général des impôts directs un article 383 bis ainsi conçu :

"1°) Lorsque les rôles n'auront pas encore été mis en recouvrement à la date du 1^{er} avril de l'année, tout contribuable qui aura été compris dans les rôles de l'année précédente pour une somme excédant un minimum fixé par arrêté du secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances sera tenu, par dérogation aux dispositions de l'article 383 du présent code, de verser immédiatement en l'acquit des impôts de l'année courante une somme égale au quart des cotisations assises à son nom dans les rôles émis au titre de l'année précédente. Le versement ainsi effectué sera arrondi à la centaine de francs inférieure. Il ne sera pas adressé d'avertissement au contribuable.

"Un versement d'égal montant devra être effectué dans les mêmes conditions, si, à la date du 1^{er} juillet, les rôles n'ont pas été mis en recouvrement ;

"2°) A défaut de paiement volontaire, le recouvrement des sommes devenues ainsi exigibles pourra être assuré ou poursuivi dans les conditions prévues aux chapitres III et IV du présent titre.

"En outre, si l'un des versements ci-dessus prévus n'a pas été intégralement effectué dans les dix jours de la date d'exigibilité, la totalité des impositions qui seront mises à la charge du contribuable au titre de l'année courante sera exigible dès la mise en recouvrement des rôles, une majoration de 10 % étant appliquée à la fraction des impositions dont le versement n'a pas été effectué dans le délai de dix jours susvisé.

"Si les versements ont été régulièrement effectués, les sommes restant dues, après imputation desdits versements

aux rôles de l'année courante, seront exigibles dans les conditions fixées par l'article 383 du présent code ;

"3°) Le contribuable qui estimera que le montant des impôts auxquels il pourra être assujéti n'atteindra pas le minimum fixé dans les conditions prévues au paragraphe 1^{er} ci-dessus, devra, avant le 1^{er} avril, en informer par une déclaration datée et signée le percepteur qui, dans ce cas, sursoiera au recouvrement des versements ci-dessus visés.

"Si, à la suite du recouvrement du rôle, la déclaration faite au percepteur est reconnue inexacte de plus du dixième, le contribuable sera passible des sanctions prévues au deuxième alinéa du paragraphe 2 du présent article ;

"4°) Un décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances déterminera les conditions d'application du présent article et particulièrement les impôts qui donneront lieu aux versements prévus aux paragraphes ci-dessus".

B.- Dispositions concernant la S.N.C.F.

"Article 84.- Le programme quinquennal des travaux de premier établissement, d'acquisition de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938, du décret-loi du 29 juillet 1939 et de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940 est porté à un montant global de 7.419 millions.

"Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés au programme.

"Article 85.- Le plan spécial d'équipement que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 3 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 7.804 millions.

"Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux Finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés à ce programmes.

"Article 86.-Le montant des dépenses de premier établissement déjà engagées, dont la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à poursuivre l'exécution en 1942, et des dépenses nouvelles qu'elle est autorisée à engager en 1942, soit au titre de son programme ordinaire, soit au titre du programme quinquennal et du programme spécial d'équipement aménagés

par les articles précédents, soit au titre du deuxième programme quinquennal établi par application de la loi du 6 avril 1941 est fixé à une somme maximum de 18.904 millions, répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
Travaux complémentaires...	1.606	3.375	4.217	468	9.666
Matériel roulant neuf....	885	3.340	3.146	372	7.743
Matériel roulant autre que neuf - Mobilier et outillage	939	483	54	"	1.476
Lignes nouvelles	19	"	"	"	19
	3.449	7.198	7.417	840	18.904

"Article 87.- Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1942 au titre des dépenses engagées dans les conditions prévues à l'article précédent est fixé à une somme maximum de 3.085 millions, répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
A.- Travaux complémentaires	422	545	355	12	1.334
Matériel roulant neuf...	230	747	429	2	1.408
Matériel roulant autre que neuf - Mobilier et outillage	262	42	20	"	324
	914	1.334	804	14	3.066
B.- Travaux de lignes nouvelles	19	"	"	"	19
C.- Approvisionnement	Mémoire	"	"	"	Mémoire
	933	1.334	804	14	3.085

"Le situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux quatre programmes susvisés est fixée par l'état J annexé à la présente loi.

"Article 88 - A l'effet de couvrir les paiements autorisés par l'article précédent, la Société Nationale des chemins de fer français utilisera, en dehors des ressources du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes et récupérations de vieilles matières :

"1°) Les avances du Trésor qui lui seront accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour le paiement partiel des dépenses du programme spécial d'équipement jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 414.400.000 fr. (1).

"2°) Le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à émettre au titre de l'exercice 1942 par application des articles 28 et 43 de la convention du 31 août 1937, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 930.100.000 fr; les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et par le secrétaire d'Etat aux Communications.

"Article 89 - Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société Nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporées dans l'équilibre financier de l'exercice 1941 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.100 millions.

"Le Secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor".

(1) Au lieu de 424 M. prévus au Budget d'établissement de 1942, tel qu'il a été arrêté par le Conseil. La différence s'applique aux travaux du barrage de Bort. Ceux-ci sont, en effet, inscrits au 2ème programme quinquennal pour lequel la S.N.C.F. a demandé le même mode de financement que pour le programme spécial d'équipement : les 4/5 des dépenses à effectuer en 1942 - soit 9 M.6 - avaient été compris dans le montant de l'avance spéciale à consentir par le Trésor à la S.N.C.F.

En l'absence de décision au sujet des conditions de financement de ce dernier programme, le Contrôle financier a rejeté ces 9 M.6 du montant de ladite avance et les a reportés dans les dépenses à couvrir par l'emprunt, visées à l'alinéa suivant.

III - Etats annexes.

L'Etat A, indiquant par service et par chapitre les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1942, comprend, en ce qui concerne le secrétariat d'Etat aux communications, sous le numéro 90, le chapitre suivant : "Subvention due à la Société nationale des chemins de fer français, en exécution de l'article 18 de la Convention du 31 août 1937" avec la mention "Mémoire".

.....

L'Etat J est ainsi conçu :

Etat donnant la répartition, par catégories de dépenses et pour chacun des quatre programmes de dépenses d'établissement de la Société Nationale des Chemins de fer français :

- 1°) des engagements effectués en vertu d'autorisations antérieures, compte tenu des remaniements et des réévaluations ;
- 2°) des autorisations nouvelles d'engagements accordées à partir de 1942 ;
- 3°) des autorisations de paiement accordées pour cet exercice.

PROGRAMMES	DEPENSES		ENSEMBLE	SOMMES		
	autorisées par des lois antérieures, compte tenu des remaniements et évaluations	DEPENSES nouvelles à engager		des dépenses engagées ou à engager	dont le paiement est prévu jusqu'au 31 décembre 1941	SOMMES RESTANT A PAYER
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	en 1942	au cours des exercices suivants
I - Programme ordinaire						
Travaux complémentaires.....	1.142	464	1.606	710	422	474
Lignes nouvelles.....	19	"	19	"	19	"
Matériel roulant neuf.....	885	"	885	418	230	237
Matériel roulant autre que neuf.....	675	80	755	164	180	411
Mobilier et outillage.....	159	25	184	41	82	61
Totaux.....	2.880	569	3.449	1.333	933	1.183
II - Programme quinquennal						
Travaux complémentaires.....	3.375	"	3.375	500	545	2.330
Matériel roulant neuf.....	3.340	"	3.340	704	747	1.889
Matériel roulant autre que neuf.....	335	"	335	"	"	335
Mobilier et outillage.....	148	"	148	36	42	70
Totaux.....	7.198	"	7.198	1.240	1.334	4.624
III - Programme spécial d'équipement						
Travaux complémentaires.....	4.217	"	4.217	312	355	3.550
Matériel roulant neuf.....	3.146	"	3.146	116	429	2.601
Mobilier et outillage.....	54	"	54	4	20	30
Totaux.....	7.417	"	7.417	432	804	6.181
IV - Deuxième programme quinquennal						
Travaux complémentaires.....	"	468	468	"	12	456
Matériel roulant neuf.....	"	372	372	"	2	370
Totaux.....	"	840	840	"	14	826
Ensemble des quatre programmes						
Travaux complémentaires.....	8.734	932	9.666	1.522	1.334	6.810
Lignes nouvelles.....	19	"	19	"	19	"
Matériel roulant neuf.....	7.371	372	7.743	1.238	1.408	5.097
Matériel roulant autre que neuf.....	1.010	80	1.090	164	180	746
Mobilier et outillage.....	361	25	386	81	144	161
Totaux généraux.....	17.495	1.409	18.904	3.005	3.085	12.814

Extraits de la loi du 31 décembre 1941
portant fixation du budget de l'exercice 1942
(Journal Officiel du 1er janvier 1942)

I.- Rapport au Maréchal de France
Chef de l'Etat Français.

Nous extrayons de ce rapport le passage suivant :

"Enfin, soucieux d'éviter les erreurs qui ont suivi la guerre de 1914-1918 où, pendant de longues années, on a systématiquement ajourné le rajustement des tarifs des services industriels, nous vous proposons de majorer les principales taxes postales et téléphoniques. Un rajustement des tarifs, assez important pour n'avoir pas à être renouvelé d'ici longtemps, permet de réintégrer au compte d'exploitation des dépenses qui n'auraient jamais dû en être distraites et de limiter le déséquilibre de ce compte à un découvert que justifient les circonstances."

II.- Loi de Finances.

A.- Dispositions fiscales.

Article 15 - (contribution nationale extraordinaire)

"Article 15 - L'article 136 septies du code général des impôts directs est ainsi modifié:

"Le taux de la contribution nationale sur les revenus professionnels est fixé à 5 p.100.

"Toutefois, en ce qui touche les traitements publics et privés, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ainsi que les bénéfices des artisans et assimilés visés à l'article 23 ci-dessus, ladite contribution est calculée, lorsque le montant du revenu imposable ne dépasse pas de plus de 5.000 fr. la limite d'exonération correspondant à la situation de famille du contribuable, en appliquant à ce revenu un taux variant de 0,10 p.100 à 5 p.100 suivant le montant dudit revenu, d'après une progression de 0,10 par tranche de 100 fr. excédant la limite d'exonération.

"Les barèmes de retenues à exercer en cas de perception à la source sont déterminés par le décret prévu à l'article 73 ter."

Article 17 - (modalités de paiement de la patente).

"Article 17 - Jusqu'au 31 décembre de l'année de la

cessation des hostilités, la contribution des patentes continuera à n'être due que par trimestre dans les conditions prévues par l'article 10 de la loi du 13 janvier 1941."

Article 18 - (modalités de paiement des impôts directs)

"Article 18 - Il est ajouté au code général des impôts directs un article 383 bis ainsi conçu :

"1°) Lorsque les rôles n'auront pas encore été mis en recouvrement à la date du 1er avril de l'année, tout contribuable qui aura été compris dans les rôles de l'année précédente pour une somme excédant un minimum fixé par arrêté du secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances sera tenu, par dérogation aux dispositions de l'article 383 du présent code, de verser immédiatement en l'acquit des impôts de l'année courante une somme égale au quart des cotisations assises à son nom dans les rôles émis au titre de l'année précédente. Le versement ainsi effectué sera arrondi à la centaine de francs inférieure. Il ne sera pas adressé d'avertissement au contribuable.

"Un versement d'égal montant devra être effectué dans les mêmes conditions, si, à la date du 1er juillet, les rôles n'ont pas été mis en recouvrement;

"2°) A défaut de paiement volontaire, le recouvrement des sommes devenues ainsi exigibles pourra être assuré ou poursuivi dans les conditions prévues aux chapitres III et IV du présent titre.

"En outre, si l'un des versements ci-dessus prévus n'a pas été intégralement effectué dans les dix jours de la date d'exigibilité, la totalité des impositions qui seront mises à la charge du contribuable au titre de l'année courante sera exigible dès la mise en recouvrement des rôles, une majoration de 10 p. 100 étant appliquée à la fraction des impositions dont le versement n'a pas été effectué dans le délai de dix jours susvisé.

"Si les versements ont été régulièrement effectués, les sommes restant dues, après imputation desdits versements aux rôles de l'année courante, seront exigibles dans les conditions fixées par l'article 383 du présent code;

"3°) Le contribuable qui estimera que le montant des impôts auxquels il pourra être assujéti n'atteindra pas le minimum fixé dans les conditions prévues au paragraphe 1er ci-dessus, devra, avant le 1er avril, en informer par une déclaration datée et signée de percepteur qui, dans ce cas, sursoiera au recouvrement des versements ci-dessus visés.

"Si, à la suite du recouvrement du rôle, la déclaration faite au percepteur est reconnue inexacte de plus du dixième, le contribuable sera passible des sanctions prévues au deuxième alinéa du paragraphe 2 du présent article;

"4°) Un décret rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances déterminera les conditions d'application du présent article et particulièrement les impôts qui donneront lieu aux versements prévus aux paragraphes ci-dessus".

B) Dispositions concernant la S.N.C.F.

"Article 84.- Le programme quinquennal des travaux de premier établissement, d'acquisition de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938, du décret-loi du 29 juillet 1939 et de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940 est porté à un montant global de 7.419 millions.

"Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés au programme.

"Article 85.- Le plan spécial d'équipement que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 3 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 7.804 millions.

"Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés à ce programme.

"Article 86.- Le montant des dépenses de premier établissement déjà engagées, dont la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à poursuivre l'exécution en 1942, et des dépenses nouvelles qu'elle est autorisée à engager en 1942, soit au titre de son programme ordinaire, soit au titre du programme quinquennal et du programme spécial d'équipement aménagés par les articles précédents, soit au titre du deuxième programme quinquennal établi par application de la loi du 6 avril 1941 est fixé à une somme maximum de 18.904 millions, répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
Travaux complémentaires ..	1.606	3.375	4.217	468	9.666
Matériel roulant neuf	885	3.340	3.146	372	7.743
Matériel roulant autre que neuf - Mobilier et outillage	939	483	54	"	1.476
Lignes nouvelles	19	"	"	"	19
	3.449	7.198	7.417	840	18.904

"Article 87.- Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1942 au titre des dépenses engagées dans les conditions prévues à l'article précédent est fixé à une somme maximum de 3.085 millions, répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
A.- Travaux complémentaires	422	545	355	12	1.334
Matériel roulant neuf ...	230	747	429	2	1.408
Matériel roulant autre que neuf - Mobilier et outillage	262	42	20	"	324
	914	1.334	804	14	3.066
B.- Travaux de lignes nouvelles	19	"	"	"	19
C.- Approvisionnement	Mémoire	"	"	"	Mémoire
	933	1.334	804	14	3.085

"La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux quatre programmes susvisés est fixée par l'état J annexé à la présente loi.

"Article 88.- A l'effet de couvrir les paiements autorisés par l'article précédent, la Société nationale des chemins de fer français utilisera, en dehors des ressources du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes et récupérations de vieilles matières:

1°) Les avances du Trésor qui lui seront accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour le paiement partiel des dépenses du programme spécial d'équipement jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 414.400.000 fr ;

2°) Le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à émettre au titre de l'exercice 1942 ~~pour~~ application des articles 28 et 43 de la convention du 31 août 1937, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 930.100.000 fr ; les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

"Article 89.- Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la Convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporées dans l'équilibre financier de l'exercice 1941 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.100 millions.

"Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor."

III - Etats annexes.

L'Etat A, indiquant par service et par chapitre les dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1942, comprend, en ce qui concerne le secrétariat d'Etat aux communications, sous le numéro 90, le chapitre suivant : "Subvention due à la Société nationale des chemins de fer français, en exécution de l'article 18 de la convention du 31 août 1937" avec la mention "Mémoire".

L'Etat J est ainsi conçu :

"Etat donnant la répartition, par catégories de dépenses et pour chacun des quatre programmes de dépenses d'établissement de la Société nationale des chemins de fer français :

"1°) des engagements effectués en vertu d'autorisations antérieures, compte tenu des remaniements et des réévaluations ;

"2°) des autorisations nouvelles d'engagements accordées à partir de 1942 ;

"3°) des autorisations de paiement accordées pour cet exercice"

*à reporter
en tête de
l'état
comme au 30*

PROGRAMMES	DEPENSES	DEPENSES	ENSEMBLE	SOMMES	SOMMES RESTANT A PAYER	
	autorisées par des lois antérieures, compte tenu des remaniements et évaluations	nouvelles à engager	des dépenses engagées ou à engager	dont le paiement est prévu jusqu'au 31 décembre 1941	en 1942	au cours des exercices suivants
	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs	millions de francs
I - Programme ordinaire						
Travaux complémentaires.....	1.142	464	1.606	710	422	474
Lignes nouvelles.....	19	"	19	"	19	"
Matériel roulant neuf.....	885	"	885	418	230	237
Matériel roulant autre que neuf....	675	80	755	164	180	411
Mobilier et outillage.....	159	25	184	41	82	61
Totaux.....	2.880	569	3.449	1.333	933	1.183
II - Programme quinquennal						
Travaux complémentaires.....	3.375	"	3.375	500	545	2.330
Matériel roulant neuf.....	3.340	"	3.340	704	747	1.889
Matériel roulant autre que neuf....	335	"	335	"	"	335
Mobilier et outillage.....	148	"	148	36	42	70
Totaux.....	7.198	"	7.198	1.240	1.334	4.624
III - Programme spécial d'équipement						
Travaux complémentaires.....	4.217	"	4.217	312	355	3.550
Matériel roulant neuf.....	3.146	"	3.146	116	429	2.601
Mobilier et outillage.....	54	"	54	4	20	30
Totaux.....	7.417	"	7.417	432	804	6.181
IV - Deuxième programme quinquennal						
Travaux complémentaires.....	"	468	468	"	12	456
Matériel roulant neuf.....	"	372	372	"	2	370
Totaux.....	"	840	840	"	14	826
Ensemble des quatre programmes						
Travaux complémentaires.....	8.734	932	9.666	1.522	1.334	6.810
Lignes nouvelles.....	19	"	19	"	19	"
Matériel roulant neuf.....	7.371	372	7.743	1.238	1.408	5.097
Matériel roulant autre que neuf....	1.010	80	1.090	164	180	746
Mobilier et outillage.....	361	25	386	81	144	161
Totaux généraux.....	17.495	1.409	18.904	3.005	3.085	12.814

JOURNAL OFFICIEL

DE L'ÉTAT FRANÇAIS

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS COMPTE CHÈQUE POSTAL : 100.97, Paris.		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
France, Colonies et pays de protectorat français.....		230 fr.	120 fr.	65 fr.
Étranger. {	Pays accordant 50 % sur les tarifs postaux.....	405 »	225 »	125 »
	Autres pays.....	570 »	300 »	155 »

Les abonnements partent du 1^{er} ou du 16 de chaque mois.

L'édition des « LOIS ET DÉCRETS » comprend : 1° les textes des lois, décrets, arrêtés, décisions, instructions et circulaires ;
2° les avis, communications, informations et annonces.

JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
VICHY (ALLIER)

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 1 FR. 50

SOMMAIRE

LOIS

- N° 5517. *Loi du 31 décembre 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1942* (p. 2).
- N° 5498. *Loi du 31 décembre 1941 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour 1942* (p. 13).
- N° 5384 bis. *Loi du 31 décembre 1941 portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles* (p. 15).
- N° 5495. *Loi du 31 décembre 1941 modifiant le régime fiscal des spectacles* (p. 16).
- N° 5498. *Loi du 27 décembre 1941 autorisant la réouverture de la maison d'arrêt et de correction de Gannat* (p. 17).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

Ministère de la justice.

Arrêté du 30 décembre 1941 portant réouverture définitive de la maison d'arrêt et de correction de Gannat (p. 18).

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Liste d'aptitude à l'emploi de rédacteur à l'administration centrale (p. 18).

Arrêté portant nominations (administration centrale) (p. 18).

Ministère de l'intérieur.

N° 5499 (Algérie). *Décret du 31 décembre 1941 arrêtant le budget de l'Algérie pour 1942* (p. 18).

(4 f.)

N° 5500 (Algérie). *Décret du 31 décembre 1941 ayant pour objet de réduire le taux de l'impôt sur les traitements et salaires en Algérie* (p. 18).

N° 5501 (Algérie). *Décret du 31 décembre 1941 relevant le droit fixe intérieur sur les tabacs* (p. 18).

N° 5502 (Algérie). *Décret du 31 décembre 1941 réglant le budget des territoires du Sud pour l'exercice 1942* (p. 19).

N° 5503 (Algérie). *Décret du 31 décembre 1941 établissant, dans les territoires du Sud, une taxe additionnelle représentative des droits de mutation sur les palmiers appartenant à des personnes morales* (p. 20).

N° 5504 (Algérie). *Décret du 31 décembre 1941 relevant le taux de l'impôt lezma et de l'impôt zekkat dans les territoires du Sud* (p. 20).

Ministère de l'économie nationale et des finances.

Arrêté du 30 décembre 1941 abrogeant l'article 8 de l'arrêté du 27 juin 1941 (p. 21).

Ministère de l'agriculture.

Décret portant modification du règlement d'application n° 1 de la loi sur l'organisation de la production laitière (rectificatif) (p. 21).

Arrêté portant nomination (éducation nationale d'agriculture de Grignon) (p. 21).

Secrétariat d'Etat à la guerre.

N° 5356. *Décret du 24 décembre 1941 portant nominations dans la Légion d'honneur à titre posthume* (p. 21).

Décret modifiant le décret du 17 juillet 1933 portant règlement sur la concession des congés et permissions (rectificatif) (p. 23).

Arrêté portant démission d'office (troupes coloniales) (p. 23).

Secrétariat d'Etat à l'aviation.

Tableau d'avancement (administration centrale) (p. 23).

Arrêté attribuant des bonifications pour services militaires (services extérieurs) (p. 23).

Secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse.

N° 5380. *Décret du 26 décembre 1941 portant création à l'université de Grenoble d'un institut de sciences criminologiques* (p. 24).

Arrêté chargeant d'enseignement (enseignement supérieur) (p. 24).

Arrêté portant démission d'office d'un professeur à l'école primaire supérieure de Saint-Lô (Manche) (p. 24).

Secrétariat d'Etat aux communications.

N° 5365. *Décret du 23 décembre 1941 portant réaménagement de certaines taxes postales, télégraphiques et téléphoniques* (p. 24).

Arrêtés du 16 décembre 1941 déclarant d'utilité publique et urgents des travaux de voirie nationale (p. 29).

Arrêtés portant mutations et rapportant les dispositions de précédents arrêtés (ponts et chaussées) (p. 29).

Liste de classement des adjoints techniques pouvant obtenir le grade d'ingénieur adjoint des travaux publics de l'Etat (service des ponts et chaussées) (p. 29).

Secrétariat d'Etat aux colonies.

N° 5288. *Décret du 20 décembre 1941 autorisant le gouverneur général de Madagascar à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés relatifs aux contributions, taxes et redevances de toute nature, autres que les droits de douane* (p. 36).

N° 5395. *Décret du 26 décembre 1941 portant approbation du budget des îles Saint-Pierre et Miquelon pour l'exercice 1941* (p. 36).

l'année 1942, dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 de la loi du 30 mars 1928, relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, modifié par l'article 54 de la loi du 28 février 1934, est fixé à vingt.

Le nombre d'officiers que le secrétaire d'Etat à l'aviation est autorisé à mettre en position de disponibilité pendant l'année 1942, dans les conditions fixées par l'article 26 de la loi du 26 décembre 1925 relative au dégagement et à l'aménagement des cadres de l'armée, est fixé à vingt.

Art. 78. — Le montant maximum des avances que le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 164 de la loi de finances du 30 juin 1923 et de l'article 67 de la loi du 19 mars 1928, à accorder au cours de l'année 1942, au chemin de fer et au port de la Réunion, pour couvrir les dépenses de travaux complémentaires de premier établissement et les acquisitions de matériel roulant complémentaire, est fixé à 3 millions de francs.

Art. 79. — Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à se procurer pendant l'année 1942, auprès de la caisse des dépôts et consignations :

1° Pour l'application de la loi du 2 août 1923 sur la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes, des avances dont le montant maximum est fixé à 100 millions de francs ;

2° Pour l'application de la loi du 16 avril 1935, des avances dont le montant maximum est fixé à 10 millions de francs ;

3° Pour l'application de la loi du 20 juillet 1932 sur l'attribution de prêts à moyen terme en vue de favoriser l'intensification de la production agricole, des avances dont le montant maximum est fixé à 32 millions de francs ;

4° Pour l'application du décret-loi du 17 juin 1938, sur les crédits à moyen terme ou à long terme aux communes et syndicats de communes pour des travaux d'équipement rural, des avances dont le montant maximum est fixé à 78 millions de francs ;

5° Pour l'application de la loi du 15 mai 1941, relative à l'amélioration du logement rural, des avances dont le montant maximum est fixé à 50 millions de francs.

Art. 80. — La date extrême de remboursement des avances accordées par l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole en vertu de la loi du 9 juillet 1934, modifiée par les lois des 18 avril 1935 et 20 août 1936 et par le décret-loi du 29 juillet 1939, est fixée au 31 décembre 1942.

Art. 81. — La loi du 5 avril 1931 instituant une prime au grainage français des vers à soie, prorogée en exécution de l'article 74 de la loi de finances du 31 décembre 1935, puis de l'article 32 de la loi de finances du 28 décembre 1940, est prorogée pour une nouvelle période de cinq ans.

Art. 82. — Les primes aux producteurs de cocons frais sont suspendues pour les cocons produits en 1942. Toutefois, si les circonstances l'exigent, des décrets contresignés par les secrétaires d'Etat à l'économie nationale et aux finances et à l'agriculture pourront remettre en vigueur les dispositions de la loi du 2 avril 1931 modi-

fiée par les décrets-lois des 14 avril 1934, 16 juillet 1935 et par l'article 124 de la loi de finances du 31 décembre 1937.

Art. 83. — Les encouragements aux cultures du lin et du chanvre sont suspendus pour les récoltes qui seront faites en 1942.

Toutefois, si les circonstances l'exigent, des décrets contresignés par le secrétaire d'Etat à l'agriculture et par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances pourront remettre en vigueur les dispositions des lois du 4 juillet 1931 sur les encouragements à la culture du lin, et 2 mars et 20 avril 1932 sur les encouragements à la culture du chanvre.

Art. 84. — Le programme quinquennal des travaux de premier établissement, d'acquisition de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938, du décret-loi du 29 juillet 1939 et de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940 est porté à un montant global de 7.419 millions.

Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secré-

taire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés au programme.

Art. 85. — Le plan spécial d'équipement que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 3 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 7.804 millions.

Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés à ce programme.

Art. 86. — Le montant des dépenses de premier établissement déjà engagées, dont la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à poursuivre l'exécution en 1942, et des dépenses nouvelles qu'elle est autorisée à engager en 1942, soit au titre de son programme ordinaire, soit au titre du programme quinquennal et du programme spécial d'équipement aménagés par les articles précédents, soit au titre du deuxième programme quinquennal établi par application de la loi du 6 avril 1941 est fixé à une somme maximum de 18.904 millions, répartie ainsi qu'il suit :

DESIGNATION	PROGRAMME	PROGRAMME	PROGRAMME	DEUXIEME	ENSEMBLE
	ordinaire.	quin-quennal.	spécial d'équipement.	programme quin-quennal.	
	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.
Travaux complémentaires.....	1.606	3.375	4.217	468	9.666
Matériel roulant neuf.....	885	3.340	3.146	372	7.743
Matériel roulant autre que neuf. Mobilier et outillage.....	939	483	54	»	1.476
Lignes nouvelles.....	19	»	5	»	19
	3.449	7.198	7.417	840	18.904

Art. 87. — Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1942 au titre des dépenses

engagées dans les conditions prévues à l'article précédent est fixé à une somme maximum de 3.085 millions, répartie ainsi qu'il suit :

DESIGNATION	PROGRAMME	PROGRAMME	PROGRAMME	DEUXIEME	ENSEMBLE
	ordinaire.	quin-quennal.	spécial d'équipement.	programme quin-quennal.	
	millions.	millions.	millions.	millions.	millions.
A. — Travaux complémentaires..	422	545	355	42	1.334
Matériel roulant neuf.....	230	747	429	2	1.408
Matériel roulant autre que neuf. Mobilier et outillage.....	262	42	20	»	324
	914	1.334	804	44	3.066
B. — Travaux de lignes nouvelles	19	»	»	»	19
C. — Approvisionnement.....	Mémoire.	»	»	»	Mémoire.
	933	1.334	804	44	3.085

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux quatre programmes susvisés est fixée par l'état J annexé à la présente loi.

Art. 88. — A l'effet de couvrir les paiements autorisés par l'article précédent, la Société nationale des chemins de fer français utilisera, en dehors des ressources du

Fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes et récupérations de vieilles matières :

1° Les avances du Trésor qui lui seront accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour le paiement partiel des dépenses du programme spécial d'équipement jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 414.400.000 fr. ;

2° Le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à émettre au titre de l'exercice 1942 par application des articles 28 et 43 de la convention du 31 août 1937, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 930.100.000 fr. ; les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

Art. 89. — Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporées dans l'équilibre financier de l'exercice 1941 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.100 millions.

Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

Art. 90. — Le secrétaire d'Etat aux communications est autorisé à engager au cours de l'année 1942, en sus des autorisations déjà accordées pour la construction des chemins de fer de la Méditerranée au Niger, des dépenses s'élevant à la somme totale de 800 millions de francs, savoir :

	francs.
Services centraux et régionaux	38.000.000
Achat de matériel de chantier	55.000.000
Construction des ateliers généraux à Oudjda	40.000.000
Construction des lignes	447.000.000
Acquisition de matériel roulant	20.000.000
Approvisionnements	200.000.000
Total	800.000.000

Ces dépenses seront couvertes par le produit d'emprunts ou avances du Trésor effectuées dans les conditions prévues par l'article 6 de la loi du 18 juillet 1941 relative à l'organisation administrative et au régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger.

Art. 91. — Pour l'application de l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 28 avril 1920, qui a modifié temporairement les articles 14, 17, 26 et 27 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local, le taux pour la transformation en annuité de la part supplémentaire de subvention donnée par le département ou la commune est maintenu, pour l'année 1942, à 5 p. 100.

Art. 92. — Le montant total des subventions annuelles que le secrétaire d'Etat aux communications peut s'engager, pendant l'année 1942, à allouer aux entreprises de

voies ferrées d'intérêt local, en vertu des lois des 31 juillet 1913, 28 avril 1920 et 13 août 1920 ne devra pas excéder la somme de 200.000 fr.

Art. 93. — Il est interdit aux secrétaires d'Etat de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les articles 1^{er}, 41 et 43 qui ne résulteraient pas de l'application des lois antérieures ou de dispositions de la présente loi.

Les secrétaires d'Etat ordonnateurs et le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus.

Art. 94. — Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Seront également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans l'autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droit, impôts et taxes publiques ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ceux qui auront bénéficié de ces faveurs seront poursuivis comme complices.

Art. 95. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, YVES BOUTILLIER.

N° 5498. — LOI du 31 décembre 1941 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1942.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français.

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1^{er}. — Les contributions directes et taxes y assimilées, énoncées à l'état A (1) annexé à la présente loi, seront établies, pour 1942, au profit de l'Algérie, conformément aux lois et règlements existants.

Art. 2. — Les droits, produits et revenus énoncés à l'état B (1) annexé à la présente loi, seront établis, pour 1942, conformément aux lois et règlements existants, au profit des départements, des communes,

des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 3. — Le maximum des prêts que la caisse des retraites de l'Algérie pourra consentir, jusqu'au 31 décembre 1942, aux communes, aux départements ou au budget des territoires du Sud pour l'exécution de travaux d'intérêt général, avec la garantie de la colonie, est fixé à 60 millions de francs.

Art. 4. — Le gouvernement général de l'Algérie est autorisé à prendre en charge, au cours de l'année 1942, et dans la limite du crédit ouvert pour cet objet au titre du chapitre 81 (art. 1^{er}) de la section XI (5.000.000 de fr.), pendant toute la durée de leur amortissement, partie des annuités des emprunts contractés par les communes ayant plus de 10.000 habitants agglomérés, pour l'exécution des travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

Art. 5. — Est autorisé, par application des dispositions de l'article 18 de la loi du 31 décembre 1920, un prélèvement de 2.500.000 fr. sur le compte hors budget : « Produit des titres de rente remis en paiement de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices de guerre » pour être affecté aux voies et moyens du budget extraordinaire de l'exercice 1942.

Art. 6. — Le texte de l'article 12 bis ajouté, en vertu de l'article 8 de la loi du 31 décembre 1940, relative à la perception en Algérie, par voie de retenue à la source, de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, aux dispositions permanentes de la loi d'autorisation des recettes de l'Algérie du 31 décembre 1935, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 12 bis. — Les centimes additionnels départementaux et communaux applicables à l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères sont déterminés, chaque année, d'après le montant en principal de l'impôt frappant les revenus de l'année précédant celle de l'imposition.

« L'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères est calculé, chaque année, en principal et en centimes additionnels, pour l'ensemble des communes de l'Algérie, d'après un taux unique moyen, fixé par la loi autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'exercice.

« Les différences en plus ou en moins résultant, dans le produit de l'impôt, de la substitution de ce taux moyen au taux réel viennent en augmentation ou en diminution de la part de l'Algérie, les départements et les communes recevant exactement la part qui leur revient respectivement, en exécution des articles 11, 12, 14 et 15 de la loi d'autorisation de recettes du 31 décembre 1935. »

Art. 7. — Pour l'année 1942, le taux unique moyen applicable en principal et centimes additionnels à l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, en vertu des dispositions de l'article précédent, est fixé à 4,5 p. 100.

Art. 8. — Lorsque les budgets des départements et des communes auront été votés sans que les assemblées locales aient pu faire état des résultats des rôles émis au titre de l'année précédente, la répartition des centimes entre les cédules

Note relative à l'article 4
de la loi du 28 juin 1941 portant
fixation du budget de l'exercice 1941.

Des renseignements recueillis auprès du Service des Contentieux, il résulte que cet article, qui a pour objet de faire disparaître tous les régimes fiscaux d'exception, s'applique bien à la S. N. C. F.

C'est-à-dire, son incidence serait pratiquement nulle en ce qui concerne cette dernière, du fait que la S. N. C. F. est soumise au régime fiscal de droit commun pour la presque totalité des impôts.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 1er juillet 1941

N° 2733.- Extrait de la loi du 28 juin 1941 portant fixation du budget de l'exercice 1941.

.....

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,
Sur le rapport du comité budgétaire,
Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Titre Ier

Budget ordinaire

.....

§ 2 - Impôts et revenus autorisés.

Art. 2 - Des arrêtés pris par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances pourront modifier les tarifs de tout ou partie des impôts indirects et des droits intérieurs de consommation perçus par les administrations des contributions indirectes ou des douanes, de telle manière que soit maintenu le rapport qui existait, à la date à laquelle les tarifs actuellement en vigueur ont été fixés, entre les prix des produits taxés et le montant de l'impôt qui frappe ces produits.

.....

Art. 3 - Les arrêtés ministériels prévus à l'article 2 ci-dessus fixeront les conditions dans lesquelles les quantités de produits imposables se trouvant en cours de transport ou détenus lors des changements de tarifs, par des commerçants ou dépositaires, devront être déclarées par leurs détenteurs et soumises aux compléments de droits exigibles.

.....

Tout défaut ou toute insuffisance de déclaration sera puni, en sus du paiement des droits fraudés ou compromis, d'une amende en principe égale au triple de ces droits.

Art. 4 - Les établissements publics, les exploitations industrielles ou commerciales de l'Etat ou des collectivités locales, les entreprises concessionnaires ou subventionnées, les entreprises bénéficiant de statuts de privilèges, d'avances directes ou indirectes ou de garanties accordés par l'Etat ou les collectivités locales, les entreprises dans lesquelles l'Etat ou les collectivités locales ont des participations, les organismes ou groupements de répartition, de distribution ou de coordination créés sur l'ordre, ou avec le concours, ou sous le contrôle de l'Etat ou des collectivités locales, doivent acquitter, dans les conditions du droit commun, les impôts et taxes de toute nature auxquels seraient assujetties des entreprises privées affectuant les mêmes opérations.

Des arrêtés pris avant le 31 décembre 1941 par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances fixeront la liste des exemptions, réductions et régimes spéciaux supprimés en application de la disposition qui précède, ainsi que la date à partir de laquelle chacun de ces régimes d'exception prendra fin.

.....
Dans l'état A annexé à la loi ci-dessus (Tableau, par service et par chapitre, des dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1941), il y a lieu de signaler les chapitres ci-après, au titre du Secrétariat d'Etat aux Communications.

.....
Chap. 21 : Jetons de présence des administrateurs représentant l'Etat au conseil d'administration et au comité de direction de la Société nationale des chemins de fer.....: 60.000 fr.

Chap. 88 Allocation exceptionnelle pour la couverture du déficit d'exploitation de la Société nationale des chemins de fer français en 1940..... Mémoire

Chap. 88^{bis}: Subvention due à la Société nationale des chemins de fer français en exécution de l'article 18 de la convention du 31 août 1937 : Mémoire

ANALYSE DU RAPPORT GENERAL

fait
au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner
le projet de loi portant fixation du

BUDGET DES SERVICES CIVILS

pour l'exercice 1940

par

M. Jammy SCHMIDT
Rapporteur Général,
Député

Doc. Parl. Chambre n° 6050

Allocation exceptionnelle
pour la couverture du
déficit d'exploitation
de la S.N.C.F. en 1939

(p. 56) -

Le Rapporteur Général s'exprime ainsi

sur la question :

"Les crédits de subventions ont été.... majorés par

"l'ouverture au budget des Travaux Publics, d'un chapitre
"114 "Allocation exceptionnelle pour la couverture du déficit
"d'exploitation de la Société Nationale des chemins de fer
"en 1939", chapitre qui a reçu une dotation de 1.100 millions
"de francs.

"L'ouverture de ce chapitre a été rendue nécessaire par
"l'application des termes de l'article 2, § e, de la conven-
"tion du 9 septembre 1939 relative au régime financier des
"chemins de fer en temps de guerre ainsi conçu :

"L'application des dispositions prévues au deuxième
"alinéa de l'article 25 de la convention du 31 août 1937
"sera suspendue pendant tous les exercices compris entre le
"1er janvier de l'année de la mobilisation générale et le
"31 décembre qui suivra la date officielle de cessation des
"hostilités.

"Les insuffisances éventuelles du compte de liquidation
"de chaque exercice, déduction faite des charges non encore
"incorporées dans l'équilibre financier de la Société Nationale,

....

"seront couvertes, à partir du 1er janvier suivant ledit exercice,
 "par une allocation en capital inscrite au budget de l'Etat,
 "versée dans les conditions prévues par le premier alinéa de
 "l'article 25 de la convention du 31 août 1937 et remboursable
 "sans intérêts dans les conditions fixées à l'article 24 de
 "ladite convention.

"Suivant ces dispositions, l'insuffisance de l'exercice
 "1939 devra être couverte dans les conditions ci-après :

"Les charges financières qui n'ont pas encore été incorpo-
 "rées dans l'équilibre budgétaire, par application de l'article
 "19 de la convention du 31 août 1937 et de l'article 167 de la
 "loi de finances du 31 décembre 1938, seront remboursées à la
 "Société Nationale des chemins de fer dans les conditions habi-
 "tuelles, par des avances du Trésor.

"Au contraire, l'insuffisance du compte d'exploitation
 "doit être couverte par une "Allocation en capital inscrite
 "au budget de l'Etat".

Budget du Ministère des Travaux Publics

Entretien et réparation des routes - (p. 153)

Le Rapport Général reproduit une note de M. BEDOUCÉ,

Rapporteur du Budget des Travaux Publics, qui indique
 que la Commission a inscrit, au chapitre 79 "Entretien et
 réparation des routes" un crédit de 1.050 millions au lieu de
 1.101.230.000 fr votés en 1939 et de 850 millions proposés
 par le Gouvernement pour 1940. M. BEDOUCÉ justifie ainsi cette
 décision :

"L'expérience de 1914-1918 a montré ce qu'il en a coûté de
 "négliger l'entretien des routes pendant cette période. Les
 "économies qu'on croyait obtenir furent plus apparentes que
 "réelles. Elles entraînèrent des dépenses quadruples quand il
 "fallut, après la guerre, remettre le réseau en état.

"Encore fut-il impossible de réparer les pertes incalcula-
 "bles subies par l'économie nationale pendant les hostilités et
 "longtemps après, du fait de l'état de ruine dans lequel se
 "trouvaient la plupart de nos routes.

"Le désordre serait pire cette fois; l'usure causée par les armées motorisées de France et d'Angleterre sur d'importantes parties du territoire, en dehors même de la zone des armées, exigera un grand effort d'entretien, de réparation et d'amélioration.

"Il n'est pas douteux qu'en vertu des accords franco-britanniques nos alliés préféreront participer à ces frais d'entretien des routes, plutôt que de subir les graves dommages et inconvénients résultant de leur mauvais état".

Voies navigables et ports maritimes - (p.153-154)

" Pour les mêmes raisons, ajoute M. BEDOUCÉ, la Commission a jugé nécessaire de maintenir au chiffre qui avait été accordé pour 1939, les crédits :

- du chapitre 84, soit 44 millions au lieu de 29 millions proposés pour établissement, amélioration et restauration des voies navigables;

- du chapitre 89, soit 64.505.000 francs au lieu de 49 millions proposés, pour extension, amélioration et restauration des ports maritimes".

Tourisme - (p.154-155)

M. BEDOUCÉ s'exprime ainsi :

"Au chapitre 84 bis du budget pour 1939, figurait un crédit de 40.000.000 francs pour la réduction accordée aux cartes de voyageurs touristes, et au chapitre 85 un crédit de 14.700.000 francs pour contribution au développement du tourisme, du thermalisme et du climatisme.

"Ces crédits ne figurent plus au projet de budget pour 1940.

"La Commission a accepté la suppression du chapitre 84 bis, car il est bien évident que ce serait faire aux voyageurs étrangers une injure gratuite de supposer qu'ils attendront pour visiter notre pays, au cours des hostilités, le maintien de cette faveur du temps de paix.

"Mais par contre, la Commission a tenu à rétablir et même à augmenter le crédit destiné à provoquer le développement du tourisme.

"Elle propose d'inscrire à cet effet 25.000.000 fr à un chapitre numéroté 99 bis.

.....

"Elle voit de grands avantages moraux, à inviter partout, les étrangers amis de la France à venir dans les régions protégées par le rempart héroïque de nos armées, apprécier les bienfaits que dispensent nos richesses thermales, jouir des agréments de nos climats bienfaisants, contempler la noblesse de l'effort admirable accompli par les non mobilisables, les vieillards, les femmes, les enfants, pour ravitailler et armer nos soldats, et pour maintenir et développer l'activité économique, malgré les horreurs de la guerre.

"Mais, surtout, la Commission a pensé qu'au moment où la propagande de haine de nos ennemis distille le poison de ses mensonges chez les neutres, il importe que partout soient maintenus les bureaux communs de nos chemins de fer, de nos compagnies de navigation marine et aérienne; que plus encore qu'en 1939, soient améliorées nos représentations économiques en Amérique du Nord et du Sud; en un mot, que sur toutes les maisons de France à l'étranger si modestes soient-elles, flotte plus haut que jamais le drapeau national.

"C'est pour permettre au Centre National d'Expansion on du tourisme d'encourager tous les efforts de propagande économique à l'étranger que la Commission des finances vous demande de voter ce crédit.

"La Commission signale, en terminant, que cette dépense sera largement récupérée par l'apport en devises, résultant des dépenses faites par les touristes étrangers sur notre territoire."

Chemins de fer - Nous reproduisons ci-après la note consacrée au (p. 156 - 159)

budget des chemins de fer par le Rapporteur spécial

M. FROT, note incluse au Rapport Général :

"Les articles du budget du Ministère des Finances et du budget du Ministère des Travaux Publics relatifs aux chemins de fer français ne révèlent pas de différence sensible par rapport au budget du précédent exercice.

"Le seul qui comporte un élément nouveau est celui qui prévoit les crédits nécessaires à la couverture du déficit de la S.N.C.F. pour l'année 1939.

"Le déficit de la S.N.C.F. couvert l'an dernier par une avance du Trésor public, fait l'objet, cette année, d'un crédit budgétaire de 1.100 millions.

"Cette inscription nouvelle résulte du régime financier
"des chemins de fer pour la durée des hostilités, tel qu'il
"est fixé par une Convention du 9 septembre 1939, approuvée
"par un décret-loi en date du même jour. Cette Convention
"maintient- et même renforce - l'essentiel des dispositions
"prévues par la convention du 31 août 1937, en ce qui con-
"cerne l'équilibre du compte d'exploitation. Mais :

"- d'une part, elle soustrait de cet équilibre le rembour-
"sement de l'avance du Trésor afférente à l'exercice 1938,
"ainsi que le premier cinquième des charges des emprunts an-
"térieurs à 1938 dont l'entrée en compte avait été déjà re-
"tardée d'un an par l'article 167 de la loi de finances du
"31 décembre 1938;

"-d'autre part, elle prévoit que les déficits éventuels
"du temps de guerre feront l'objet d'une allocation de l'Etat
"sur fonds budgétaires.

"Cette dernière disposition s'applique au déficit de
"l'exercice 1939 et c'est elle qui justifie la demande de
"crédits susvisés. Il semble d'ailleurs que le déficit
"effectif de cet exercice doive être inférieur au montant
"du crédit demandé.

"Rappelons, en effet, que le déficit initialement prévu,
"pour l'exercice 1939, était de 530 millions.

"Jusqu'au mois de septembre, le trafic a accusé, par
"rapport à celui de l'exercice 1938, une hausse supérieure
"à celle qui avait été escomptée, en ce qui concerne les
"marchandises, et, au contraire, en ce qui concerne les
"voyageurs, un léger fléchissement. Il en résulte que les
"recettes ont été légèrement inférieures aux prévisions. Par
"contre et malgré la hausse des prix, les dépenses sont de-
"meurées dans les limites de ces prévisions, grâce au vigou-
"reux effort d'économie des services. De telle sorte qu'au
"1er septembre, le déficit à la fin de l'exercice pouvait être
"évalué à environ 850 millions.

"Les répercussions de la guerre sur le montant de ce
"déficit ne peuvent encore être évaluées que d'une manière
"très incertaine: après les transports de concentration et
"de mobilisation exécutés de la façon remarquable que l'on
"sait, le trafic commercial a repris progressivement et est
"assuré maintenant normalement sur presque toute l'étendue du
"territoire. Les dernières semaines ont vu les recettes des
"transports de marchandises atteindre et même dépasser le
"niveau de 1938. Le trafic-voyageurs paraît plus atteint,
"malgré un rétablissement notable: il y a lieu de signaler
"que les parcours offerts aux usagers représentent actuelle-
"ment près des deux tiers de ceux d'avant-guerre. Enfin, les

.....

"transports militaires sont pour la Société Nationale une source de recettes extrêmement importante. Il ne fait donc pas de doute qu'en définitive, le niveau total des recettes ne sera pas sensiblement atteint. Quant aux dépenses, elles seront affectées par le trafic intense auquel la Société Nationale a dû faire face, par la remise en état du matériel, la reconstitution des stocks de combustibles, etc... Elles seront affectées également par les allocations versées aux 91.000 agents mobilisés, qui représentent une charge annuelle de 1.400 millions ainsi que par les indemnités versées aux agents appartenant aux services évacués ou repliés. En contre-partie, il y a lieu d'observer que le nouveau régime de travail de 60 heures par semaine auquel sont assujettis les cheminots sans augmentation de rémunération permettra de larges économies : les agents mobilisés ne seront remplacés qu'à raison d'environ un tiers de l'effectif. Encore le seront-ils, pour la plus large part (25.000 agents environ), par des agents retraités rappelés en activité, dont le service de la pension sera suspendu. Enfin, la suspension de l'avancement dégagera également des économies.

"Il n'est donc pas établi, en définitive, qu'au total le déficit de la Société Nationale, pour l'exercice 1939, soit accru du fait de la guerre.

"En ce qui concerne l'exercice 1940, les prévisions budgétaires de la S.N.C.F. ne sont pas encore définitivement arrêtées au moment où nous rédigeons ce rapport. Il a été, en effet, convenu que la date limite du 1er novembre impartie au Conseil d'Administration par l'article 18 de la Convention de 1937, pour la présentation de ce budget serait, en raison des circonstances, reculée d'un mois.

"Même avec le bénéfice de ce recul, les prévisions établies revêtiront nécessairement, du fait des circonstances, un caractère très conjectural.

"Il semble qu'elles feront apparaître, par rapport à 1939, une augmentation d'environ 1 milliard de recettes et une augmentation du même ordre en dépenses. Le déficit à escompter serait ainsi sensiblement égal à celui de cette année.

"Ajoutons que, selon toute vraisemblance et en raison même du caractère conjectural des évaluations faites aussi bien en recettes qu'en dépenses, aucune mesure ne sera proposée momentanément pour rétablir l'équilibre entre les unes et les autres. Aussi bien la convention du 9 septembre 1939, que nous avons déjà citée, prévoit-elle l'obligation, pour le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., de proposer tous les trois mois les mesures tarifaires de nature à rétablir

.....

"l'équilibre financier de l'exploitation. Le premier examen auquel
"il aura à procéder en exécution de cette disposition lui permet-
"tra, sans doute, de disposer d'éléments d'appréciation plus
"sûrs pour déterminer les mesures qu'il lui appartiendra de pro-
"poser.

"Pour notre part, nous exprimons le voeu que, dans l'intérêt
"des finances publiques, l'équilibre financier des chemins de
"fer soit scrupuleusement assuré à l'avenir.

"Les nécessités de l'économie de guerre commandent de
"réduire les charges du Trésor au strict minimum ; l'industrie des
"transports par fer, qui fonctionne maintenant à la charge ou au
"profit exclusif de la nation, ne doit donc pas vendre au-dessous
"de son prix de revient.

"Nous savons que le Gouvernement y veillera et qu'il veille-
"ra de même à ce que cet instrument technique de haute qualité ne
"soit, à aucun moment, déprécié ou détérioré; il saura promouvoir
"une politique d'entretien et de renouvellement du matériel et
"des installations qui réponde aux exigences de la défense na-
"tionale en même temps qu'aux besoins économiques du pays.

Enfin, il saura manifester sa sollicitude au personnel
"d'élite qui, méritant déjà la gratitude de la nation par les
"qualités de labeur, d'intelligence et de dévouement qu'il a
"prodiguées aux heures graves de la mobilisation, s'acquière,
"chaque jour, de nouveaux titres à cette reconnaissance par
"l'esprit civique avec lequel il accepte les lourdes servitudes
"de sa condition".

P.T.T. Le Rapporteur spécial de ce budget, M. SCHUMAN, indique
(p. 183) dans sa note :

"Dans les crédits du chapitre 32 figure la redevance for-
"faitaire payée à la Société Nationale des chemins de fer
"français; elle sera de 480 millions, en augmentation de 68 mil-
"lions par rapport à 1939, ce qui peut surprendre".

Loi de Finances - La Commission a adopté un certain nombre d'articles
nouveaux dans la loi de finances parmi lesquels :

.....

Article 2 septiès

(p. 194)

Réduction de la patente proportion-

nelle à la diminution du chiffre d'affaires.

Cet article a pour but de réduire pendant la durée des hostilités la cotisation des patentés proportionnellement à la diminution de leur chiffre d'affaires.

Article 2 tredecies

(p. 200)

Surtaxe exceptionnelle de 0^f20 par

litre sur les carburants -

Cet article est ainsi conçu :

"A partir du 1er janvier 1940, et pendant toute la durée des hostilités, il sera perçu une surtaxe exceptionnelle de 0^f20 par litre d'essence.

"Les huiles lourdes, mazout, gas-oil et pétrole non raffiné, seront dispensés de cette surtaxe.

"Au delà d'une somme de 350 millions consacrés à l'équilibre budgétaire, le rendement de cette surtaxe sera affecté aux avances pour travaux intéressant les carburants liquides et les carburants de remplacement, que le Gouvernement est d'ores et déjà autorisé à accorder en addition aux crédits prévus par l'article 111 du budget des travaux publics".

Cette disposition a pour objet de restreindre la consommation de l'essence pour en réserver la plus large disposition aux armées.

Article 20^{bis}
(p. 226)

Droit de vote des administrateurs mobilisés -

Cet article est ainsi conçu :

"Pendant la durée de la guerre, et nonobstant toute clause contraire des statuts, tout administrateur qui, en raison de ses obligations militaires, ne peut prendre part à des délibérations du Conseil d'Administration, peut exprimer

.....

"son vote, soit par correspondance, soit par délégation à l'un
"de ses collègues.

"Le vote ainsi exprimé entre en compte pour la détermi-
"nation du quorum fixé par les statuts".

Article 22^{bis} - Suppression du fonds de solidarité nationale -
(p. 229)

Cet article est ainsi conçu :

"Le décret-loi du 1er septembre 1939 instituant un fonds
"de solidarité nationale est abrogé".

En effet, les diverses dépenses mises à la charge du
fonds de solidarité nationale sont dotées au projet de budget
de l'exercice 1940. Dès lors, l'existence de ce fonds de solida-
rité ne semble plus se justifier.

Au surplus, la bonne gestion des finances publiques
s'oppose à l'existence des comptes spéciaux.

LOIS

LOI portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1940.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

TITRE 1^{er}

Budget des services civils.

§ 1^{er}. — Crédits ouverts.

Art. 1^{er}. — Des crédits sont ouverts aux ministres pour les dépenses du budget des services civils pour l'exercice 1940 conformément à l'état A annexé à la présente loi.

Ces crédits s'appliquent:

Au budget de la présidence du conseil pour	2.692.991.858
Au budget des finances pour	42.016.278.339
Au budget de la justice pour	459.112.307
Au budget des affaires étrangères pour.....	481.501.620
Au budget du blocus pour	38.126.000
Au budget de l'intérieur pour	1.907.653.068
Au budget de l'éducation nationale pour.....	4.254.654.331
Au budget de l'enseignement technique pour.....	214.749.912
Au budget des beaux-arts pour.....	219.288.045
Au budget du commerce pour	212.356.669
Au budget du travail pour	1.777.296.076
Au budget de la santé publique pour.....	16.202.237.996
Au budget des colonies pour	250.191.425
Au budget de l'agriculture pour.....	4.413.616.547
Au budget des travaux publics pour.....	3.186.266.738
Au budget de la marine marchande pour.....	819.314.932
Au budget des anciens combattants et pensionnés pour	3.713.471.235
Total.....	79.889.137.098

§ 2. — Impôts et revenus autorisés.

Art. 2. — La perception des impôts directs et indirects et des produits et revenus publics continuera à être opérée, pour l'exercice 1940, conformément aux lois et décrets en vigueur.

Continuera d'être faite, pour l'exercice 1940, la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers produits et revenus affectés aux budgets annexes.

Continuera également d'être faite, pendant l'année 1940, la perception, conformément aux lois et décrets existants, des divers droits, produits et revenus au profit des départements, des communes, des établissements publics et des communautés d'habitants dûment autorisées.

Art. 3. — Pourront être inscrites au chapitre des frais généraux par toutes entreprises les mêmes dépenses de publicité qu'elles justifieront avoir faites en moyenne pendant les trois derniers exercices.

Art. 4. — Les dispositions du décret du 30 mars 1939 relatives à l'exemption de l'impôt général sur le revenu et à la réduction de moitié de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, dans le cas de distribution de réserves sous forme d'augmentation de capital, sont prorogées jusqu'au 30 juin 1940.

Art. 5. — Les distributions visées par les articles 1^{er} et 2 du décret du 30 mars 1939, lorsqu'elles sont intervenues après une réduction de capital réalisée depuis le 1^{er} avril 1939, ne peuvent bénéficier du régime fiscal prévu auxdits articles que sur l'augmentation de capital définitivement réalisée par rapport au capital social tel qu'il existait au 1^{er} avril 1939.

Lorsque, dans le délai de cinq ans, elles sont suivies d'une réduction de capital, de quelque importance qu'elle soit, non motivée par des pertes sociales, ou d'une opération quelconque impliquant remboursement direct ou indirect du capital aux associés, ces distributions sont déchuées du bénéfice du même régime dans la mesure où elles n'excèdent pas le montant de la réduction du capital.

Les droits supplémentaires pourront se réclamer dans les cinq ans de l'événement qui aura entraîné la déchéance.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les distributions de réserves réalisées depuis l'entrée en vigueur du décret du 30 mars 1939.

Art. 6. — Il est ajouté, après le 5^o de l'article 6 du décret du 10 novembre 1939, la disposition suivante:

« 6^o ... et les mobilisables titulaires de la carte du combattant ».

Art. 7. — L'article 3 du décret-loi du 29 novembre 1939 relatif à la limitation des bénéfices des entreprises industrielles et commerciales est modifié et rédigé ainsi qu'il suit:

« Le premier alinéa de l'article 5 du décret-loi du 29 juillet 1939 est ainsi modifié:

« Les entreprises dont le chiffre d'affaires total annuel n'excède pas 10 millions, ou dont le chiffre d'affaires en fournitures amiables ou marchés de gré à gré pour les besoins du pays n'excède pas un million, seront soumises, en ce qui concerne la tenue de la comptabilité, à des obligations simplifiées qui seront fixées par décret ».

Art. 8. — La contribution à la propriété bâtie et non bâtie, pour 1940, sera diminuée d'un pourcentage égal à celui des loyers non recouverts aux échéances d'octobre 1939 et de janvier 1940.

Toute fausse déclaration entraînera solidairement pour le propriétaire et pour le locataire une amende du quintuple.

Art. 9. — La contribution des patentes ne sera due, pendant l'exercice 1940, que par quarts, selon la durée d'ouverture des établissements qu'elle affecte.

Art. 10. — L'article 413 du code de l'enregistrement est remplacé par la disposition suivante:

« § 1^{er}. — Sont exemptes de l'impôt de mutation par décès, les successions:

« 1^o Des militaires des armées françaises et alliées, morts sous les drapeaux pendant la durée de la guerre;

« 2^o Des militaires qui, soit sous les drapeaux, soit après renvoi dans leurs foyers, seront morts, dans l'année à compter de la cessation des hostilités, de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre;

« 3^o De toute personne dont le décès aura été provoqué, soit au cours des hostilités, soit dans les trois mois à compter de la cessation des hostilités, par faits de guerre suivant la définition qui en sera donnée pour les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

« § 2. — L'exemption ne profite, toutefois, qu'aux parts nettes recueillies par les ascendants, les descendants et par le conjoint du défunt.

« § 3. — L'exemption de l'impôt n'entraîne pas la dispense de la déclaration des successions.

« Elle est subordonnée à la condition que cette déclaration soit accompagnée:

« 1^o Dans les cas visés aux n^{os} 1 et 2 du paragraphe 1^{er}, d'un certificat de l'autorité militaire dispensé de timbre et constatant que la mort a été causée par une blessure reçue ou une maladie contractée pendant la guerre;

« 2^o Dans les cas visés par le numéro 3 du paragraphe 1^{er}, d'un certificat de l'autorité militaire ou civile compétente dispensé de timbre et établissant les circonstances du décès. »

Art. 11. — L'article 134 du code de l'enregistrement est remplacé par la disposition suivante:

« L'action solidaire pour le recouvrement des droits de mutation par décès, conférée au Trésor par l'article qui précède, ne peut être exercée à l'encontre des cohéritiers, auxquels profite l'exemption prévue par l'article 413 ».

Art. 12. — Le code de l'enregistrement est complété par un article 589 bis ainsi conçu:

Successions des militaires.

« Les objets que possèdent sur eux les militaires des armées françaises et alliées

TITRE III

Dispositions spéciales.

Art. 34. — Est approuvée la convention intervenue le 15 novembre 1939 entre le ministre des finances et la caisse autonome d'amortissement.

Art. 35. — L'article 3 du décret du 29 novembre 1939 est complété de la manière suivante :

« Jusqu'au 31 janvier 1940, le droit de présenter des réclamations s'étend aux prestataires qui ont reçu paiement de tout ou partie de l'indemnité qui leur a été allouée. »

Art. 36. — Sont prorogées pour 1940 les dispositions de l'article 11 de la loi du 10 février 1937 déjà prorogées par l'article 66 de la loi du 31 décembre 1938 tendant à porter à 33 p. 100 la déduction du produit brut des jeux, prévue par l'article 1^{er} du décret-loi du 28 juillet 1934.

Les dispositions du présent article seront applicables à l'Algérie.

Art. 37. — Le ministre des finances est autorisé à procéder au cours de l'année 1940, dans des conditions fixées par décret, à des opérations, facultatives pour les porteurs, de renouvellement ou de consolidation, à concurrence du montant de la dette flottante du Trésor et de la Caisse autonome de la défense nationale, ainsi que du montant des échéances massives d'emprunts du Trésor et du Crédit national.

Le ministre des finances pourra d'autre part couvrir, au moyen d'émissions du Trésor, les avances restant à consentir au Crédit foncier de France en application de la loi du 1^{er} octobre 1936 et de la convention du 3 décembre 1936, ainsi que toutes autres avances que le Trésor consentira en conformité des lois en vigueur.

Le ministre des finances est en outre autorisé à assurer la couverture des autres charges de la trésorerie par émission de bons ordinaires du Trésor dans la limite de 10 milliards de francs.

Art. 38. — La caisse autonome de la défense nationale, instituée par l'article 1^{er} de la loi du 5 mars 1939, est maintenue pour la durée des hostilités, en vue de recueillir, outre les dévolutions prévues en sa faveur par le décret du 29 novembre 1939, les dons faits au Trésor au profit de la défense nationale.

La caisse autonome versera au Trésor les sommes dont il s'agit à titre de fonds de concours et en constatera l'affectation à la couverture des dépenses intéressant la défense nationale, en conformité, chaque fois qu'il y aura lieu, avec les intentions exprimées par les donateurs.

Art. 39. — Le crédit ouvert par la présente loi au chapitre 145 du budget des finances sera réparti entre les ministères et services et les budgets annexes, au moyen de décrets rendus sur la proposition du ministre des finances, qui rétabliront par des modifications d'ordre les concordances entre les fixations de recettes et

de dépenses du budget des services civils et des budgets annexes.

Art. 40. — Le crédit ouvert par la présente loi au chapitre 145 bis du budget des finances sera réparti entre les ministères et services et les budgets annexes au moyen de décrets rendus sur la proposition du ministre des finances, qui rétabliront, par des modifications d'ordre, les concordances entre les fixations de recettes et de dépenses du budget des services civils et des budgets annexes.

Art. 41. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 79 de la loi de finances du 31 décembre 1937 sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1940.

Est prorogé jusqu'au 31 décembre 1940 le délai prévu par le deuxième alinéa de l'article 79 susvisé.

Art. 42. — Des décrets rendus sur la proposition du président du conseil et du ministre des finances et contresignés par les ministres intéressés répartiront le crédit global de 1.800 millions de francs ouvert au budget des finances pour l'achèvement des programmes de travaux (lois des 7 juillet 1934 et 18 août 1936 et décret du 24 mai 1938).

Les crédits répartis selon la procédure prévue par le présent article feront l'objet de chapitres spéciaux.

Art. 43. — Pendant la durée de la guerre, et nonobstant toute clause contraire des statuts, tout administrateur qui, en raison de ses obligations militaires, ne peut prendre part à des délibérations du conseil d'administration, peut exprimer son vote, soit par correspondance, soit par délégation à l'un de ses collègues.

Le vote ainsi exprimé entre en compte pour la détermination du quorum fixé par les statuts.

Art. 44. — L'article 9 de la loi du 19 décembre 1900, complété par l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1907, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le projet de budget est délibéré chaque année par les délégations financières et le conseil supérieur au cours de la session ordinaire, qui a lieu dans les six derniers mois de l'année. La durée de cette session ne pourra excéder un mois pour chaque assemblée. Toutefois, une prolongation de session pourra être accordée par le gouvernement général. »

« Lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, les délégations financières et le conseil supérieur pourront être convoqués en une session extraordinaire dont la durée ne pourra excéder quinze jours. »

Art. 45. — Une loi ultérieure déterminera la mesure dans laquelle pourra être réparé le préjudice subi par les propriétaires d'immeubles en suite de l'application du décret du 26 septembre 1939.

Art. 46. — Les délais d'exécution des travaux de vicinalité compris aux programmes de 1937 au titre de la loi du 12 mars 1880 et des travaux de désenclavement sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1940.

Art. 47. — Est autorisée, pour la période des hostilités, la conversion d'un emploi de chef de bureau à la direction générale des douanes en un emploi d'administrateur affecté au ministère du commerce (direction du commerce extérieur) et chargé du service douanier des dérogations aux prohibitions d'importation et d'exportation.

Art. 48. — Pendant le premier semestre 1940, le taux de la prime d'encouragement à l'utilisation du papier journal français, instituée par le décret du 12 novembre 1938, est porté à 47 fr. par quintal.

En aucun cas, les livraisons de papier journal bénéficiant de la prime pendant le premier semestre 1940, ne pourront excéder, pour une entreprise déterminée, les quantités utilisées par elle pendant la même période. Les modalités de contrôle de cette disposition seront déterminées par un décret contresigné par les ministres du commerce et des finances.

Art. 49. — L'article 46 de la loi de finances du 24 décembre 1934 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les frais de fonctionnement du bureau chargé au ministère du travail du contrôle sur pièces des opérations des caisses d'épargne seront prélevés chaque année sur le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne, jusqu'à concurrence de 400.000 fr. »

Art. 50. — Le décret-loi du 1^{er} septembre 1939 instituant un fonds de solidarité nationale est abrogé.

Art. 51. — Le reliquat du crédit de 200 millions accordé par l'article 104 de la loi de finances du 31 décembre 1938 et destiné à l'attribution d'avances aux organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier, sera reporté sur l'exercice 1940, en vue de son utilisation dans les mêmes conditions.

Art. 52. — Sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1940 les dispositions de l'article 112 de la loi de finances du 31 décembre 1938, relatives au détachement d'un professeur d'agriculture à l'administration centrale de l'agriculture.

Art. 53. — La date de clôture du compte spécial « Dépenses pour la défense du marché du blé », fixée au 29 février 1940 par le décret du 17 juin 1938, est reportée au 30 juin 1940.

Art. 54. — L'effectif des étalons et baudets nationaux, fixé à 2.660 têtes d'étalons et 80 têtes de baudets par l'article 111 de la loi de finances du 31 décembre 1938, est porté à 2.690 têtes d'étalons et 80 têtes de baudets.

Art. 55. — A titre exceptionnel, les crédits non utilisés à la clôture de l'exercice 1939 sur le chapitre 105 ter du budget de l'agriculture pourront être reportés à l'exercice 1940 par décret pris sur la proposition des ministres de l'agriculture et des finances.

Art. 56. — La répartition du prélèvement total de 12 p. 100 sur les sommes engagées au pari mutuel sur les cynodromes,

CHAPITRES spéciaux.	SERVICES	MONTANT des CRÉDITS francs.	CHAPITRES spéciaux.	SERVICES	MONTANT des CRÉDITS francs.
24	Personnel spécialisé du contrôle des transports. — Traitements.....	8.700.000	56	Impressions et publications de l'administration des travaux publics.....	4.800.000
25	Organismes centraux de chemins de fer prévus par les décrets-lois et la convention du 31 août 1937. — Dépenses de personnel.....	912.680	57	Payements à l'imprimerie nationale.....	663.000
26	Jetons de présence des administrateurs représentant l'Etat au conseil d'administration et au comité de direction de la Société nationale des chemins de fer.....	114.000	58	Service des carburants. — Matériel et dépenses diverses.....	440.000
27	Dépenses de fonctionnement des comités techniques départementaux. — Personnel.....	Mémoire.	59	Frais des bureaux des services des ponts et chaussées et des mines.....	7.300.000
28	Secrétariat du comité supérieur de coordination des transports. — Traitements et indemnités.....	43.019	60	Construction, acquisition, aménagement et entretien d'immeubles destinés aux services des ponts et chaussées et des mines.....	575.000
29	Personnel du service d'études économiques. — Traitements et indemnités.....	286.178	61	Bureau de documentation minière. — Matériel et dépenses diverses.....	480.000
30	Musée permanent des travaux publics. — Dépenses de personnel.....	37.857	62	Frais de fonctionnement des services des ponts et chaussées et des mines.....	284.390
33	Commissariat général au tourisme. — Dépenses de personnel.....	307.653	63	Frais spéciaux des services des mines.....	446.270
34	Service des carburants. — Centre d'études et de recherches sur les lubrifiants. — Traitements et salaires.....	266.386	64	Remplacement, réparation et fonctionnement des véhicules automobiles de transport de personnel.....	15.500.000
35	Service des carburants. — Station nationale de recherches et d'expériences techniques de Bellevue. — Traitements et salaires.....	855.165	65	Service d'études économiques. — Frais de matériel.....	71.980
36	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée.....	600.000	66	Musée permanent des travaux publics. — Frais de matériel.....	400.000
37	Indemnités de résidence.....	9.919.157	67	Matériel et dépenses diverses du commissariat général au tourisme.....	75.000
38	Allocations pour chargés de famille.....	63.009.000	68	Matériel de l'école pratique des mines de Thionville et des écoles préparatoires des mines de Lorraine.....	5.000
39	Indemnités spéciales aux fonctionnaires, agents et ouvriers d'Alsace et de Lorraine.....	2.247.240	69	Ecole nationale des ponts et chaussées. — Ecoles nationales supérieures et écoles techniques des mines. — Matériel et dépenses diverses.....	2.500.000
40	Indemnités aux fonctionnaires chargés du contrôle des distributions d'énergie électrique, des forces hydrauliques, des ports maritimes, des outillages des voies navigables et des ports maritimes et des chemins de fer miniers.....	2.244.370	70	Frais de correspondances télégraphique et téléphonique.....	620.300
41	Frais spéciaux d'assurance des ouvriers des services des ponts et chaussées en Alsace et en Lorraine.....	240.000	71	Service des carburants. — Ecole des moteurs à combustion et à explosion. — Bourses et dépenses diverses.....	Mémoire.
42	Avances remboursables aux fonctionnaires en instance de pension.....	800.000	72	Médailles aux cantonniers et agents inférieurs de l'administration des travaux publics et aux agents des chemins de fer.....	6.000
43	Bonifications des pensions de retraite des cantonniers de l'Etat et indemnités aux gardes-ports sortis de fonctions.....	480.000	73	Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux intéressant le ministère des travaux publics.....	579.000
44	Cantonniers. — Salaires et indemnités diverses. — Allocations aux veuves et orphelins.....	484.000.000	74	Organismes centraux créés en vertu du décret-loi du 31 août 1937. — Dépenses de matériel.....	200.000
	Total pour la 4 ^e partie.....	436.279.679	75	Dépenses de fonctionnement des comités techniques départementaux. — Matériel.....	Mémoire.
	5 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.....		76	Service des carburants. — Centre d'études et de recherches sur les lubrifiants. — Matériel et dépenses diverses.....	300.000
45	Ingénieurs et ingénieurs adjoints des travaux publics de l'Etat, adjoints techniques, agents de bureau et auxiliaires des ponts et chaussées et des mines. — Allocations et indemnités diverses.....	47.870	77	Service des carburants. — Expérimentations relatives à la sécurité des dépôts d'hydrocarbures.....	60.000
46	Officiers de port du service maritime. — Allocations et indemnités diverses.....	370.410	78	Service des carburants. — Station nationale de recherches et d'expériences techniques de Bellevue. — Matériel et dépenses diverses.....	450.000
47	Personnel des ports maritimes de commerce (cluseurs, etc.). — Allocations et indemnités diverses.....	136.520		Total pour la 5 ^e partie.....	44.105.961
48	Personnel des phares et balises. — Allocations et indemnités diverses.....	697.750		6 ^e partie. — Travaux.....	
49	Personnel de la navigation intérieure (éclusiers, etc.). — Allocations et indemnités diverses.....	811.330	79	Routes et ponts. — Entretien et amélioration. — Réparations ordinaires et de dommages de guerre.....	950.000.000
50	Personnel du contrôle des chemins de fer. — Allocations et indemnités diverses.....	7.809	80	Routes nationales. — Construction, rescindement d'immeubles et amélioration.....	2.000.000
51	Frais généraux de personnel des services des ponts et chaussées et des mines.....	5.430.962	81	Ponts. — Construction et grosses réparations.....	47.000.000
52	Frais généraux de personnel du service de contrôle et de surveillance des transports.....	1.100.000	82	Suppression et relèvement de ponts sur le Rhin en exécution de la convention du 6 novembre 1934.....	Mémoire.
53	Frais de représentation aux congrès.....	220.000	83	Voies de navigation intérieure. — Entretien et réparations ordinaires.....	80.000.000
54	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, des conseils, des comités et des services centraux installés dans les bâtiments du ministère.....	2.840.000	84	Voies de navigation intérieure. — Etablissement, amélioration et restauration.....	44.000.000
55	Dépenses de matériel des services de contrôle des chemins de fer installés dans les bâtiments du ministère.....	314.370	85	Dégagement du lit du Rhône et de la Durance. — Réparation des digues domaniales et syndicales.....	Mémoire.
			86	Travaux d'extension du port de Strasbourg.....	500.000
			87	Travaux de protection contre les inondations et réparations des dégâts causés par des crues exceptionnelles.....	Mémoire.
			88	Ports maritimes. — Entretien et réparations ordinaires.....	75.000.000
			89	Ports maritimes. — Extension, amélioration et restauration.....	64.505.000

CHAPITRES spéciaux.	SERVICES	MONTANT des CRÉDITS francs.	CHAPITRES spéciaux.	SERVICES	MONTANT des CRÉDITS francs.
90	Phares, balises et signaux divers. — Entretien et réparations ordinaires.....	16.500.000	119	Subventions aux départements pour faciliter la coordination des transports.....	Mémoire.
91	Phares, balises et signaux divers. — Amélioration, extension et restauration.....	6.000.000	120	Subvention à l'Algérie pour les dépenses de chemins de fer.....	2.790.000
92	Service des forces hydrauliques. — Travaux préparatoires.....	500.000	121	Dépenses relatives à l'organisation de la section française à l'exposition internationale de la technique de l'eau à Liège en 1939....	1.000.000
93	Réseau électrique d'Etat. — Déplacement de lignes incombant à l'Etat.....	Mémoire.		Total pour la 7 ^e partie.....	1.381.421.800
94	Frais de recherches et de prospections minières.....	Mémoire.		8 ^e partie. — Dépenses diverses.....	
95	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.....	1.000.000	122	Amélioration de la sécurité routière.....	200.000
96	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat sur les fonds avancés par la Société nationale des chemins de fer, en exécution des conventions.....	100.000	123	Nivellement général de la France.....	368.070
97	Etudes et travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat sur les fonds avancés par la Société nationale des chemins de fer pour l'aménagement de la Haute-Dordogne (loi du 31 juillet 1920, article 133).....	500.000	124	Carte géologique de la France. — Frais généraux de personnel.....	400.000
98	Réparation des dommages de guerre et reconstitution des voies ferrées d'intérêt local.....	1.000.000	125	Carte géologique de la France. — Frais de matériel.....	311.475
	Total pour la 6 ^e partie.....	1.258.605.000	126	Frais de changement de résidence. — Secours au personnel en activité.....	157.760
	7 ^e partie. — Subventions.....		127	Secours aux anciens fonctionnaires et agents. — Allocations à des sociétés et œuvres.....	318.050
99	Frais d'examen de capacité pour la conduite des automobiles.....	5.001.000	128	Comité de contentieux et comité consultatif de règlement amiable des entreprises de travaux publics et des marchés de fournitures. — Frais judiciaires autres que ceux relatifs aux expropriations et aux règlements des travaux et des dommages résultant de leur exécution.....	117.200
99 bis	Contribution au développement du tourisme, du thermalisme et du climatisme. — Aménagement des centres de moyen et de petit tourisme.....	20.000.000	129	Etude des mesures nécessaires pour protéger les zones inondables et notamment les centres habités. — Frais de personnel et frais généraux.....	Mémoire.
400	Entretien des chaussées de Paris.....	20.000.000	130	Remboursement d'avances pour les travaux d'amélioration des ports maritimes et des prestations en nature des voies navigables et des ports maritimes.....	5.351.740
401	Dépenses relatives à l'attribution et à l'exploitation du matériel fluvial rhénan remis à la France en exécution de l'article 357 du Traité de Versailles.....	Mémoire.	131	Remboursement à la Société nationale des chemins de fer des pensions et rentes d'accidents acquises avant le 11 novembre 1918 sur l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine.....	9.310.000
402	Travaux de défense contre les eaux.....	1.000.000	132	Retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. — Versements à effectuer par l'Etat en exécution des lois des 22 juillet 1922 et 31 mars 1928.....	450.000
403	Subventions aux ports autonomes.....	7.545.500	133	Participation de l'Etat à la constitution de retraites en faveur des agents des grands réseaux de chemins de fer révoqués à la suite de la grève de 1920 sans droit à pension et non réintégrés.....	1.050.000
404	Subventions pour travaux de défense contre la mer.....	1.000.000	134	Indemnité compensatrice aux agents et ouvriers des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine.....	48.000.000
405	Service des forces hydrauliques. — Etudes et recherches scientifiques. — Subventions.....	315.000	135	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations.....	Mémoire.
406	Contribution de l'Etat au fonctionnement du laboratoire d'hydraulique annexé à l'Institut électrotechnique de l'université de Toulouse.....	294.000	136	Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance.....	Mémoire.
407	Avances ou subventions aux entreprises de forces hydrauliques.....	8.848.300	137	Dépenses des exercices clos.....	Mémoire.
408	Subventions aux entreprises de transport d'énergie électrique.....	7.970.000		Total pour la 8 ^e partie.....	65.854.500
409	Primes à la production des mines de plomb et de zinc de France, d'Algérie, des colonies, des pays de protectorat et territoires sous mandat français.....	Mémoire.		RECAPITULATION	
410	Contribution de l'Etat au fonds d'amortissement des charges communales et départementales d'électrification.....	150.000.000	4 ^e partie. — Personnel.....	436.279.679	
410 bis	Etudes et subventions en vue de l'amélioration de l'utilisation du combustible.....	500.000	5 ^e partie. — Matériel et fonctionnement des services.....	44.105.961	
410 ter	Attribution aux navires-citernes des subventions prévues par la loi du 10 janvier 1925 et le décret-loi du 14 juin 1938.....	Mémoire.	6 ^e partie. — Travaux.....	1.258.605.000	
411	Service des carburants. — Subventions pour travaux intéressant les combustibles liquides et les carburants de remplacement.....	300.000	7 ^e partie. — Subventions.....	1.381.421.800	
412	Service des carburants. — Ecole nationale supérieure du pétrole et des combustibles liquides de Strasbourg. — Bourses.....	40.000	8 ^e partie. — Dépenses diverses.....	65.854.500	
413	Service des carburants. — Participation aux dépenses de certains organismes.....	918.000		Total pour les travaux publics.....	3.186.266.000
414	Allocation exceptionnelle pour la couverture du déficit d'exploitation de la Société nationale des chemins de fer français en 1939....	1.100.000.000			
415	Insuffisance d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général.....	23.000.000			
416	Insuffisance du produit de l'exploitation des chemins de fer concédés placés sous séquestre ou frappés de déchéance.....	7.900.000			
417	Subventions annuelles aux entreprises de chemins de fer d'intérêt local et de tramways.....	21.000.000			
418	Subventions annuelles aux départements et aux communes pour l'exploitation de services publics réguliers de transport par automobiles.....	2.000.000			

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET DU COMITÉ DE DIRECTION

EXTRAITS DU JOURNAL OFFICIEL DU 1er JANVIER 1939

LOIS ET DECRETS (p. 4 à 90)

LOIS PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE L'EXERCICE
1939

623

Art. 153. — Le ministre de l'air est autorisé à engager, pendant l'année 1939, en sus des crédits ouverts par la présente loi, des dépenses dont le maximum ne pourra dépasser 11.042 millions de francs répartis comme suit :

1 ^o Etudes et expériences techniques de l'aéronautique (y compris l'arsenal)	430.000.000
2 ^o Fabrications de l'aéronautique :	
a) Matériel de série de l'année de l'air	6.330.000.000
b) Matériel destiné à la ligne de l'Atlantique-Nord	80.000.000
c) Divers matériels techniques	2.046.000.000
3 ^o Travaux et installations	1.608.000.000
4 ^o Contribution de l'air aux travaux du service des poudres	516.000.000
5 ^o Stocks d'habillement	32.000.000
Total égal	11.042.000.000

Ces dépenses seront imputables sur les crédits de paiement qui seront ouverts au titre des exercices ultérieurs.

Art. 154. — Le ministre de l'air est autorisé à engager, pendant l'année 1939, en sus des crédits ouverts par la présente loi et dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} août 1930 relative aux marchés intéressant la mobilisation industrielle, des dépenses s'élevant à la somme de 255 millions de francs.

Ces dépenses seront imputables sur les crédits de paiement qui seront ouverts au titre des exercices ultérieurs.

Art. 155. — Des décrets rendus sur la proposition du ministre de l'air, du ministre des finances et du ministre intéressé pourront transférer aux ministres de la défense nationale et de la guerre, de la marine ou des colonies, tout ou partie des crédits ouverts au ministre de l'air et relatifs à l'entretien des troupes, du matériel et des immeubles.

Art. 156. — Est allouée, pour l'exercice 1939, un fonds de majoration et de solidarité créé par l'article 38 du décret du 28 octobre 1935, une somme de 3 millions de francs, qui sera prélevée concurremment sur la part de la redevance supplémentaire des bénéficiaires de la Banque de France et sur la part du produit des jeux attribuée à l'Etat par application des articles 14 et 66, paragraphe 5, de la loi de finances du 19 décembre 1926, modifiés par l'article 73 de la loi du 31 décembre 1936. Ce prélèvement s'opérera au prorata des revenus procurés au Trésor par ces deux catégories de fonds.

Art. 157. — Pour l'exercice 1939, le maximum des dépenses à effectuer au titre du compte des investissements en capital [Colonies, chapitre A (Constructions neuves) et chapitre B (Equipement défensif des colonies)] sur les recettes à provenir des aliénations ou ventes réalisées dans les conditions de l'article 179 de la loi de

finances du 16 avril 1930, est fixé à la somme de 2 millions de francs se décomposant comme suit :

Chap. A. — Constructions neuves	1.000.000
Chap. B. — Equipement défensif des colonies	1.000.000
Total égal	2.000.000

Art. 158. — Le nombre d'inspecteurs des colonies que le ministre des colonies est autorisé à admettre à la retraite proportionnelle, au cours de l'année 1939, dans les conditions prévues par l'article 44 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, est fixé à 2.

Art. 159. — Le maximum des dépenses à effectuer, pendant l'année 1939, par le ministre des colonies, au moyen des prélèvements opérés sur les masses d'habillement des corps de troupe, dans les conditions prévues par l'article 60 de la loi de finances du 28 février 1934, est fixé à 35 millions de francs.

Art. 160. — Le ministre des colonies est autorisé à engager, pendant l'année 1939, en sus des crédits ouverts par la présente loi, des dépenses dont le maximum ne pourra dépasser 435 millions de francs répartis comme suit :

Chap. A. — Constructions neuves	20.000.000
Chap. B. — Equipement défensif des colonies	105.000.000
Chap. D. — Matériel du service de l'intendance	5.500.000
Chap. E. — Matériel du service de santé	4.500.000
Total égal	135.000.000

Ces dépenses seront imputables sur les crédits de paiement qui seront ouverts au titre des exercices ultérieurs.

Art. 161. — Le ministre des finances est autorisé à se procurer, pendant l'année 1939, auprès de la caisse des dépôts et consignations, pour faire face aux dépenses prévues à la 3^e section de l'état A bis annexé à la présente loi, des sommes qui ne pourront dépasser le total des crédits correspondants inscrits audit état.

Art. 162. — Le ministre des travaux publics est autorisé à engager, pendant l'année 1939, en sus des crédits ouverts par la présente loi au titre du chapitre A (Plan national de ravitaillement en carburants) de la 1^{re} section du compte des investissements en capital, des dépenses s'élevant au maximum à 150 millions de francs.

Ces dépenses seront imputables sur les crédits de paiement qui seront ouverts sur des exercices ultérieurs.

Art. 163. — Le montant total des subventions annuelles que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant l'année 1939, à allouer aux entreprises de voies ferrées d'intérêt local, en vertu des lois des 31 juillet 1913, 28 avril 1920 et 13 août 1920, ne devra pas excéder la somme de 200.000 fr.

Art. 164. — Pour l'application de l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 28 avril 1920, qui a modifié temporairement les articles 14, 17, 26 et 27 de la loi du 31 juillet 1913 relative aux voies ferrées d'intérêt local, le taux pour la transformation en annuité de la part supplémentaire de subvention donnée par le département ou la commune est maintenu, pour l'année 1939, à 5 p. 100.

Art. 165. — Le montant total maximum des annuités que le ministre des travaux publics peut s'engager, pendant l'exercice 1939, à allouer aux entreprises concessionnaires de forces hydrauliques ou de transport d'énergie électrique, en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 juin 1938, relatif aux mesures destinées à assurer le développement de l'équipement électrique en France, est fixé à la somme de 10 millions de francs.

Art. 166. — Le montant total des ressources que la Société nationale des chemins de fer français ou, éventuellement, les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi sont autorisées à se procurer au titre de l'année 1939 par l'émission d'emprunts pour l'application des articles 28, 29 et 43 de la convention du 31 août 1937, approuvée par le décret du 31 août 1937, est fixé à un milliard trente-neuf millions de francs (1.039.000.000 de francs) au maximum.

Ce total correspond aux dépenses suivantes :

1 ^o Travaux de lignes nouvelles	21.000.000
2 ^o Travaux complémentaires de premier établissement, non compris le matériel roulant neuf	410.000.000
3 ^o Dépenses de matériel roulant neuf	430.000.000
Matériel autre que neuf, mobilier et outillage	250.000.000
4 ^o Dépenses diverses	146.000.000
Total	1.257.000.000

A déduire :

Prélèvement sur le fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937	218.000.000
Montant net	1.039.000.000

Les autorisations d'émission données à la Société nationale des chemins de fer français par le ministre des travaux publics, d'accord avec le ministre des finances, feront mention des types à émettre du montant de chaque type et des autres modalités d'émission.

Art. 167. — Le ministre des travaux publics, agissant de concert avec le ministre des finances, et vu l'adhésion en date du 20 décembre 1938 des autres signataires de la convention du 31 août 1937 est autorisé à reporter du 1^{er} janvier 1939 au 1^{er} janvier 1940, le point de départ de la période de cinq ans au cours de laquelle les dépenses qui figurent à l'alinéa c du paragraphe B de l'article 21 de la convention du 31 août 1937, devront être couvertes par la Société nationale des che-

mins de fer, dans les conditions définies aux alinéas 3 et suivants de l'article 18 de ladite convention.

Art. 168. — Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture de l'insuffisance du compte de liquidation de l'exercice 1938, est fixé, à titre provisionnel, à la somme de huit milliards cent quinze millions de francs (8.115.000.000 de francs).

Le ministre des finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

Art. 169. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de cinq cent quatre-vingt millions de francs (580.000.000 fr.) en principal.

Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article 166 ci-dessus s'élèvera au maximum à deux cent quarante millions de francs (240.000.000 fr.) y compris les frais généraux et intérêt.

Art. 170. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement (c'est-à-dire de ceux qui deviennent nécessaires postérieurement à la mise en exploitation des lignes) à exécuter pendant l'année 1939 et dont le ministre des travaux publics pourra autoriser l'imputation au compte de ces travaux, est fixé au maximum, non compris le matériel, à la somme de quatre cent dix millions de francs (410.000.000 fr.).

En ce qui touche les travaux complémentaires ayant pour but le remplacement d'ouvrages anciens par des ouvrages nouveaux, il ne pourra être imputé sur les sommes susénoncées que les plus-values positives ou négatives des installations nouvelles sur les installations qu'elles auront remplacées.

L'autorisation donnée par le premier paragraphe du présent article ne sera valable que jusqu'à concurrence des sommes réellement dépensées dans le cours de l'année 1939.

Art. 171. — Les travaux de lignes nouvelles à exécuter pendant l'année 1939

par la Société nationale des chemins de fer français ne pourront excéder le maximum de vingt et un millions de francs (21.000.000 fr.).

En dehors des travaux de parachèvement sur les lignes, sections de lignes en exploitation ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense imputable sur les avances remboursables en annuités ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état K annexé.

Les versements de la Société nationale seront portés à un compte intitulé « Fonds versés par la Société nationale des chemins de fer français en exécution des conventions de 1883, 1921 et 1937 ».

Les crédits non employés à la clôture de l'exercice ne pourront être reportés sur l'exercice suivant qu'en vertu d'une loi.

Art. 172. — Le montant des travaux complémentaires de premier établissement dont l'exécution pourra être autorisée en 1939 sur les lignes d'intérêt général secondaires concédées à la compagnie des chemins de fer départementaux et à la Société générale des chemins de fer économiques est fixé au maximum, y compris le matériel roulant à la somme de dix millions de francs (10.000.000 fr.).

Art. 173. — L'autorisation d'émettre des obligations garanties dans la limite d'un maximum de 30 millions de francs réalisable par tranche de 15 millions de francs, donnée à la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien par l'article 193 de la loi de finances du 31 décembre 1937 est maintenue jusqu'au 31 décembre 1939.

Art. 174. — Le montant maximum des avances que le ministre des finances est autorisé, conformément aux dispositions de l'article 164 de la loi de finances du 30 juin 1923 et de l'article 67 de la loi du 19 mars 1928, à accorder, au cours de l'année 1939, au chemin de fer et au port de la Réunion pour couvrir les dépenses de travaux complémentaires de premier établissement et les acquisitions de matériel roulant complémentaire est fixé à 3 millions de francs.

Art. 175. — La subvention allouée à la caisse de retraites des marins, pour l'exercice 1939, par application de l'article 72 du décret du 17 juin 1938, est fixée à 263 millions de francs.

Art. 176. — La nomenclature des renseignements à fournir aux Chambres par les

différents ministères ou services est fixée, pour l'exercice 1939, conformément à l'état II annexé à la présente loi.

Art. 177. — Les dispositions contenues dans la présente loi sont étendues aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle lorsqu'elles n'y sont pas applicables de plein droit.

Art. 178. — Il est interdit aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les articles 1^{er}, 29 et 41 qui ne résulteraient pas de l'application de lois antérieures ou de dispositions de la présente loi.

Les ministres ordonnateurs et le ministre des finances seront personnellement responsables des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus.

Art. 179. — Toutes contributions directes et indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois années contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Seront également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique, qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans l'autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts et taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

Ceux qui auront bénéficié de ces faveurs seront poursuivis comme complices.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 31 décembre 1938.

ALBERT LEBRUN,

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD,